

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT**

**RAPPORT SUR LES
FINANCES PUBLIQUES**

GESTION 2020

**Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
Juin 2021**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

**RAPPORT SUR LES
FINANCES PUBLIQUES**



GESTION 2020

**Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
Juin 2021**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ATD	:	Avis à tiers détenteurs
BCEAO	:	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BTP	:	Bâtiments et travaux publics
CCVA	:	Centre de contrôle des véhicules automobiles
CEDEAO	:	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
ECOMAC	:	Ecowas macro économie data base
ECOWAS	:	Economic Community of west African states
FCFA	:	Franc de la Communauté financière africaine
CGI	:	Code général des impôts
CID	:	Circuit informatisé de la dépense
CIFE	:	Circuit intégré de financement extérieur
DAO	:	Dossier d'appel d'offre
DDP	:	Direction de la dette publique
DG-CMEF	:	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGD	:	Direction générale des douanes
DGEP	:	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	:	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	:	Direction générale des impôts
DGTCP	:	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DSOFE	:	Direction du suivi des opérations financières de l'État
EPE	:	Établissements, publics de l'État
FBCF	:	Formation brute de capital fixe
FMI	:	Fonds monétaire international
HIMO	:	Haute intensité de mains d'œuvre
LOLF	:	Loi organique relative aux lois de finances
MINEFID	:	Ministère de l'économie, des finances et du développement
PIB	:	Produit intérieur brut
PNDES	:	Plan national de développement économique et social
PPC	:	Programme pluriannuel de convergence

PPP	:	Partenariat public privé
PTF	:	Partenaires techniques et financiers
RAR	:	Restes à recouvrer
RFP	:	Rapport sur les finances publiques
SICA-UEMOA	:	Système inter bancaire de compensation automatisée
PTF	:	Partenaires techniques et financiers
RAR	:	Restes à recouvrer
RFP	:	Rapport sur les finances publiques
SICA-UEMOA	:	Système inter bancaire de compensation automatisée
SIFIM	:	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré
SIGASPE	:	Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'État
SIMP	:	Système intégré des marchés publics
SINTAX	:	Système informatisé de taxation
STAR-UEMOA	:	Système de transfert automatisé et de règlement
SYDONIA	:	Système douanier automatisé
TOFE	:	Tableau des opérations financières de l'État
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UCAO	:	Unité de compte de l'Afrique de l'ouest
UEMOA	:	Union économique et monétaire ouest africaine
UR	:	Unité de recouvrement

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	ii
TABLE DES MATIERES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES.....	vi
LISTE DES ENCADRES.....	vi
AVANT-PROPOS.....	vii
RESUME.....	1
INTRODUCTION.....	3
I PRESENTATION DU CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL.....	4
I.1 ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	4
I.1.1 Dans les pays avancés.....	4
I.1.2 Dans les pays émergents et les pays en développement.....	5
I.2 CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL.....	7
I.2.1 Évolution du PIB réel	7
I.2.1.1. Ressources du PIB.....	7
I.2.1.2. Emplois du PIB.....	11
I.2.2 Prix et inflation.....	12
II. PRINCIPALES ACTIONS OU MESURES MISES EN ŒUVRE DANS LE DOMAINE DES FINANCES PUBLIQUES	13
II.1 MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES.....	13
II.1.1 Mobilisation des ressources intérieures.....	13
II.1.2 Mobilisation des ressources extérieures.....	16
II.1.3 Exploitation d'autres sources de financement.....	17
II.2 GESTION BUDGETAIRE, TENUE DES COMPTES PUBLICS, EXERCICE DE LA TUTELLE ET SUPERVISION DES SYSTEMES FINANCIERS.....	18
II.2.1 Programmation budgétaire.....	18
II.2.2 Exécution des dépenses.....	19
II.2.3 Gestion de la trésorerie.....	19
II.2.4 Réglementation financière	20
III. ANALYSE DES PRINCIPAUX AGREGATS DES FINANCES PUBLIQUES.....	21
III.1 ANALYSE DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ÉTAT.....	21
III.1.1. Recettes totales et dons.....	21
III.1.1.1. Recettes totales.....	21
III.1.1.1.1. Recettes courantes.....	22
III.1.1.1.2. Recettes en capital.....	24
III.1.1.2. Dons.....	24

III.1.2. Dépenses totales et prêts nets.....	25
III.1.2.1 Dépenses totales.....	25
III.1.2.1.1 Dépenses courantes.....	26
III.1.2.1.2 Dépenses en capital.....	30
III.1.2.2 Prêts nets.....	32
III.1.3. Soldes budgétaires et financement.....	33
III.1.3.1 Principaux soldes caractéristiques.....	33
III.1.3.2 Financement du déficit.....	35
III.2 ANALYSE DE L'EVOLUTION DES APPUIS BUDGETAIRES.....	36
III.2.1. Dons.....	36
III.2.2. Prêts.....	37
III.3 MOBILISATION DE L'EPARGNE NATIONALE ET SOUS REGIONALE.....	39
III.3.1. Bons Assimilables du Trésor.....	40
III.3.2. Obligations du Trésor.....	41
III.4 ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	42
III.4.1. Encours de la dette publique.....	42
III.4.2. Service de la dette publique.....	43
IV. SUIVI DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES.....	45
V. DIFFICULTES, DEFIS ET PERSPECTIVES.....	48
V.1 DIFFICULTES.....	48
V.1.1. Difficultés liées à la mobilisation des ressources.....	48
V.1.2. Difficultés liées à l'exécution des dépenses.....	49
V.2 PRINCIPAUX DEFIS.....	50
V.2.1. Défis d'ordre général.....	50
V.2.2. Défis liés à la mobilisation des ressources.....	50
V.2.3. Défis liés à l'exécution des dépenses.....	51
V.3 PERSPECTIVES.....	51
V.3.1. En matière des recettes propres.....	51
V.3.2. En matière de ressources extérieures.....	54
V.3.3. En matière de gestion des dépenses.....	54
CONCLUSION.....	56
ANNEXES.....	a
ANNEXE 1 : BIBLIOGRAPHIE.....	a
ANNEXE 2 : ÉQUIPE D'ELABORATION DU RAPPORT SUR LES FINANCES PUBLIQUES 2020.....	b
ANNEXE 3 : LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER D'EXAMEN ET DE VALIDATION DU RAPPORT SUR LES FINANCES PUBLIQUES 2020.....	c
ANNEXE 4 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ÉTAT DE 2015-2020..k	
ANNEXE 5 : SITUATION DES EMISSIONS DES BONS DU TRESOR 2020 EN MILLIONS DE FCFA.....	q
ANNEXE 6 : SITUATION DES EMISSIONS DES OBLIGATIONS DU TRESOR EN 2020 EN MILLIONS DE FCFA.....	r

LISTE DES TABLEAUX

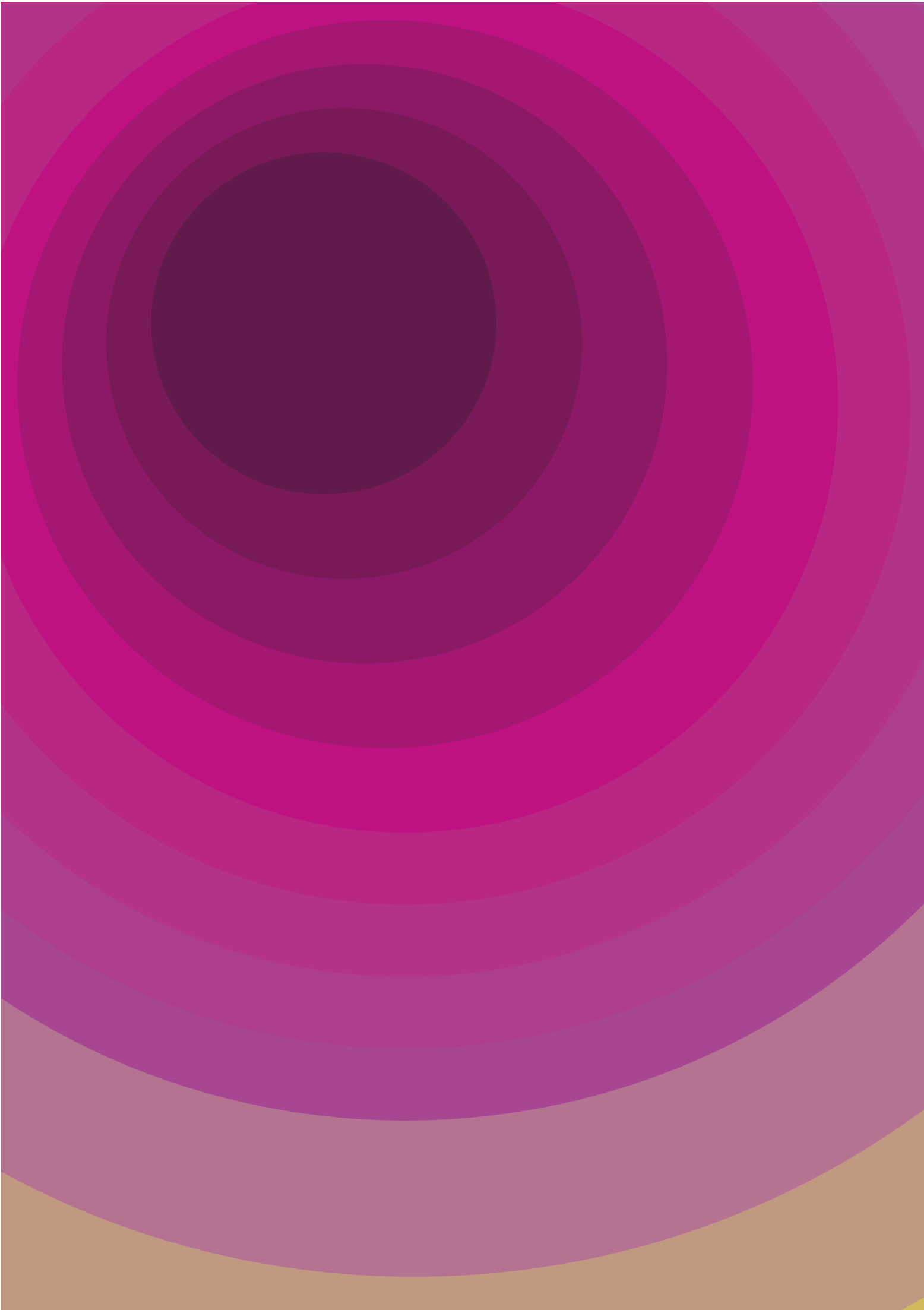
Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2016-2020.....	10
Tableau 2 : Évolution des recettes totales et dons sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	25
Tableau 3 : Récapitulatif des dépenses et prêts nets sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	33
Tableau 4 : Synthèse des appuis budgétaires par type de partenaires sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)...	38
Tableau 5 : Evolution des taux moyens pondérés (TMP) en 2019 et en 2020.....	40
Tableau 6 : Evolution des rendements moyens pondérés en 2019 et en 2020.....	41
Tableau 7 : Évolution de la situation de la dette publique sur la période 2015-2020.....	44
Tableau 8 : Indicateurs macroéconomiques au titre de 2019 et 2020*.....	47

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Évolution de la croissance économique (%) dans les différentes zones économiques.....	7
Graphique 2 : Évolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles (en %)....	11
Graphique 3 : Répartition des recettes fiscales par nature en 2020 (en milliards FCFA).....	23
Graphique 4 : Évolution des recettes totales et dons sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	24
Graphique 5 : Évolution des composantes des dépenses publiques sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	26
Graphique 6 : Évolution des composantes des dépenses courantes sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	26
Graphique 7 : Évolution des dépenses de personnel sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	27
Graphique 8 : Évolution des dépenses de fonctionnement sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	28
Graphique 9 : Structure des intérêts dus sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	29
Graphique 10 : Évolution des transferts courants sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	29
Graphique 11 : Évolution des dépenses en capital sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	30
Graphique 12 : Evolution des dépenses d'investissements financées sur ressources propres et des dépenses en capital sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	31
Graphique 13 : Evolution des investissements financés sur ressources extérieures et leurs composantes sur la période 2015-2020.....	31
Graphique 14 : Évolution du solde global base engagement sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	34
Graphique 15 : Évolution du solde budgétaire de base sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	34
Graphique 16 : Évolution du solde global base caisse sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	35
Graphique 17 : Evolution du financement sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	36
Graphique 18 : Evolution des dons reçus (type de partenaires) au titre des appuis budgétaires sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)	37
Graphique 19 : Evolution des prêts contractés au titre des appuis budgétaires sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA).....	38
Graphique 20 : Évolution des bons et obligations de 2015-2020 (en milliards FCFA).....	42
Graphique 21 : Structure de l'encours de la dette publique sur la période 2015-2020 (en %).....	43
Graphique 22 : Evolution du service de la dette publique par composante sur la période 2015-2020(en milliards FCFA).....	44

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Performance des régies de recettes en 2020.....	16
Encadré 2 : Niveau de mobilisation des ressources extérieures en 2020.....	17
Encadré 3 : Définition de quelques indicateurs de recettes.....	21
Encadré 4 : Définition de quelques concepts (Bons, Obligations, Emissions et Maturité).....	39
Encadré 5 : Définition de l'encours et du service de la dette.....	42
Encadré 6 : Définition des indicateurs macroéconomiques.....	45



AVANT-PROPOS



Le Rapport sur les finances publiques (RFP) est un outil annuel de reddition des comptes et s'inscrit en droite ligne dans la volonté du Gouvernement d'œuvrer pour une meilleure transparence dans la gestion des finances publiques.

Ce document vise à améliorer la visibilité des actions menées dans les finances publiques en mettant à la disposition du public et des partenaires au développement des informations sur l'évolution des principaux agrégats.

Le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) assure sa production et sa diffusion régulière. Le présent rapport qui est à sa 16^{ième} édition, fait un état des lieux de la situation des finances publiques et de la mise en œuvre des actions majeures y relatives ayant marqué l'année 2020.

La gestion des finances publiques au cours de l'année 2020 s'est faite dans un contexte particulier de crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19 et de la tenue réussie des élections couplées présidentielle et législatives. Elle s'est orientée principalement dans la consolidation des acquis de la mise en œuvre des grands chantiers du Plan national de développement économique et social (PNDES) et la poursuite des actions majeures dans la lutte contre le terrorisme.

Je félicite l'ensemble des acteurs qui ont œuvré à l'amélioration et à l'assainissement de la gestion des finances publiques. Je les exhorte à redoubler d'efforts afin de consolider les acquis et relever les éventuels défis.

À l'endroit des différents partenaires du MINEFID, je leur adresse mes remerciements pour leur appui constant et sollicite leur accompagnement dans la mise en œuvre du nouveau référentiel national de développement en cours d'adoption.

**Le Ministre de l'économie, des finances
et du développement**

Lassané KABORE

Officier de l'Ordre de l'Étalon



LE MONDE
EN FACE

Covid-19 : aux origines
d'une crise mondiale

RESUME

L'activité économique mondiale en 2020 a enregistré une récession jamais vue depuis la crise financière des années 1930. Cette contraction s'est établie à 3,3% et s'explique par les effets de la pandémie de la COVID-19. Au plan national, l'activité économique a enregistré une décélération de son rythme de croissance qui est ressorti à 2,5% contre 5,7% en 2019 due à la combinaison des effets de la pandémie et d'un contexte sécuritaire défavorable.

Des performances ont été enregistrées en 2020 grâce à la mise en œuvre de mesures et actions telles que l'opérationnalisation des téléprocédures, la finalisation du rapport d'analyse sur les financements innovants, la poursuite de l'adaptation des outils de la programmation et de l'exécution budgétaire, l'opérationnalisation du traitement des Certificats de cessation de paiement (CCP) et des Ordres de recettes individuels (ORI) dans toutes les Directions régionales du budget. En outre, l'année 2020 a connu l'opérationnalisation du Compte unique du Trésor (CUT) et des virements bancaires du Trésor public effectués via le Système interbancaire de compensation automatisée (SICA) et le Système de transfert automatisé et de règlement dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (STAR-UEMOA).

À fin décembre 2020, l'ensemble des recettes totales et dons s'est établi à 1 975,34 milliards FCFA sur une prévision totale de 2 062,57 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 96,8%. Par rapport à 2019, ils se sont améliorés de 5,0%. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils se sont chiffrés à 2 499,96 milliards FCFA contre 2 177,42 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 14,8%.

Les recettes totales recouvrées par l'ensemble des régies se sont chiffrées à 1 659,38 milliards FCFA en 2020 contre 1 747,70 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 5,1%, représentant 88,31 milliards FCFA.

Les dépenses totales ont été exécutées à hauteur de 2 504,30 milliards FCFA sur une prévision de 2 533,41 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 98,9%. Comparativement à l'année 2019, il est observé une augmentation des dépenses totales de 13,8%.

Le solde global base engagement est ressorti déficitaire de 524,61 milliards FCFA. Le déficit base caisse s'est situé à 532,83 milliards FCFA en 2020 contre 298,04 milliards

FCFA en 2019 en dégradation de 234,79 milliards FCFA. Ce déficit a été financé par des apports extérieurs nets de 152,41 milliards FCFA et intérieurs nets de 379,31 milliards FCFA.

Par ailleurs, le Gouvernement burkinabè a poursuivi sa politique de mobilisation de l'épargne nationale et sous régionale en vue de faire face aux besoins de trésorerie et pour le financement des projets et programmes de développement. En effet, quinze (15) émissions de bons du Trésor et seize (16) émissions d'obligations du Trésor ont été organisées et ont permis de mobiliser 1 072,97 milliards FCFA sur le marché financier sous régional en 2020 contre 690,32 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 55,4% (+382,64 milliards FCFA).

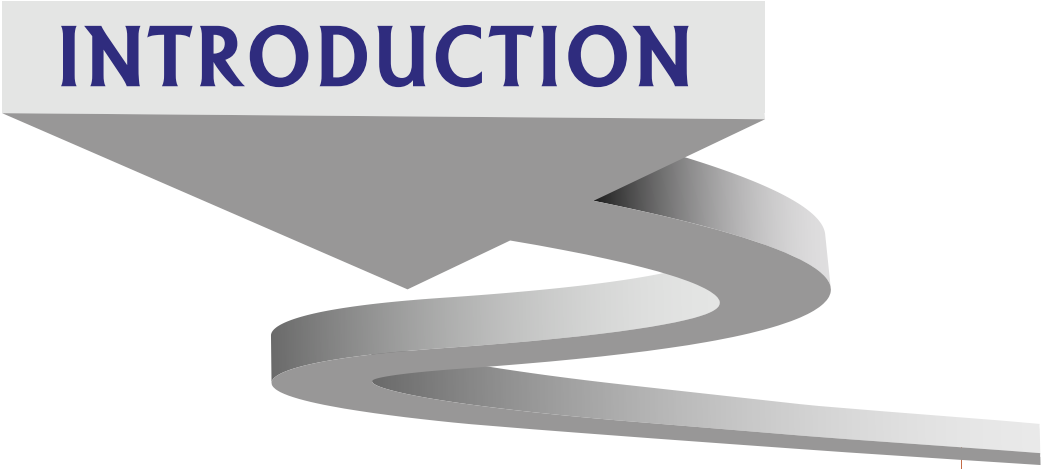
Quant à la dette publique, son encours a connu une hausse de 20,4% par rapport à son niveau de 2019. Concernant le service de la dette, il a enregistré un accroissement de 61,9%.

Concernant le profil des indicateurs macroéconomiques, l'année 2020 s'est caractérisée par une dégradation importante de nombreux indicateurs en lien avec les impératifs de la pandémie de la COVID-19.

La gestion des finances publiques en 2020 a certes enregistré des performances, mais s'est heurtée à des difficultés dont la lenteur dans l'enregistrement des opérations de recouvrement, l'indisponibilité de l'électricité dans certaines localités, le dysfonctionnement des logiciels métiers tels SINTAX et SYDONIA en raison de l'indisponibilité ou de l'instabilité du RESINA. De ce fait, le MINEFID doit relever un certain nombre de défis.

Il s'agit de l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures et de la gestion des dépenses à travers le renforcement de la coopération, le renforcement de la lutte contre la fraude, le faux et la corruption, l'amélioration de la planification et du suivi des investissements ainsi que le renforcement de la transparence budgétaire.

INTRODUCTION



Les finances publiques constituent un levier important pour la conduite et le succès des politiques publiques de développement. Ainsi, une bonne gouvernance économique et financière est indispensable pour répondre aux divers besoins des populations. Aussi, la gestion des finances publiques s'opère dans un environnement marqué par un besoin accru de transparence où le citoyen s'intéresse de plus en plus à la gestion des affaires publiques. A cet effet, le MINEFID produit chaque année, un Rapport sur les finances publiques (RFP). Outre l'amélioration de la visibilité des actions du Ministère, ce rapport vise à répondre au besoin de transparence des finances publiques en offrant un plus grand accès du public aux informations financières de l'Etat. Il constitue aussi pour les autorités politiques une boussole pouvant orienter les décisions de politique économique.

Au cours de l'année 2020, en dépit de la conjugaison de la crise sanitaire et sécuritaire, la gestion des finances publiques a été marquée par la poursuite des grands chantiers dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES.

Le présent rapport fait l'état de la gestion des finances publiques en 2020 et s'articule autour de cinq (05) points dont : (i) présentation du contexte économique international et national, (ii) principales actions ou mesures mises en œuvre dans le domaine des finances publiques, (iii) analyse de l'évolution des principaux agrégats des finances publiques, (iv) suivi de quelques indicateurs macroéconomiques et (v) difficultés, défis et perspectives.





PRESENTATION DU CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL



I.1 ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'année 2020 a été particulièrement difficile, marquée par de grandes incertitudes, en raison de la propagation de la maladie à Coronavirus (COVID-19) à l'échelle de la planète. Dans ce contexte, l'économie mondiale a enregistré sa plus grande récession depuis la grande dépression des années 1930, en raison des arrêts observés dans la plupart des secteurs d'activités. L'activité économique tente difficilement de s'extirper du gouffre dans lequel elle s'était enfoncée lors des confinements à grande échelle d'avril 2020, accentué par la résurgence de la maladie au cours du quatrième trimestre de l'année 2020.

Pour l'année 2020, la contraction de l'activité économique mondiale s'est située à 3,3% contre une performance de 2,8% en 2019. Cette récession s'est ressentie aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Dans les pays avancés, la croissance est passée de 1,6% en 2019 à -4,7% en 2020. Pour les pays émergents et en développement, la croissance s'est établie à -2,2% en 2020 contre 3,6% en 2019.

Toutefois, le démarrage des campagnes de vaccination à partir de décembre 2020 dans plusieurs pays avancés et émergents, ainsi que la poursuite des politiques budgétaire et monétaire de soutien à l'activité économique, devraient permettre de limiter la dégradation de l'activité et d'entrevoir des perspectives d'une normalisation progressive.

L'inflation en moyenne annuelle s'est établie à 0,7% en 2020 après 1,4% en 2019 dans les pays avancés. Quant à celle des pays émergents et en développement, elle s'est située à 5,1% en 2020 comme 2019.

I.1.1 Dans les pays avancés

Dans les pays avancés, la croissance est retombée à -4,7% en 2020 après 1,6% en 2019.

Aux États-Unis, l'activité économique a enregistré une contraction de 3,5% en 2020 contre une croissance de 2,2% en 2019 en lien avec les effets dévastateurs inédits de la pandémie liée à la COVID-19.

Concernant l'inflation, elle s'est située à 1,2% en 2020 contre 1,8% en 2019.

Sur le marché du travail, le taux de chômage est ressorti à 8,1% en 2020 contre 3,7% en 2019.

¹FMI, *perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020 et avril 2021*

Dans la **Zone euro**, l'activité économique a connu une récession en 2020 qui s'est ressentie dans la plupart des pays de la zone, en particulier en Espagne (-11,0%), en Italie (-8,9%), en France (-8,2%) et en Allemagne (-4,9%). En somme, la croissance économique de la zone s'est située à -6,6% en 2020 après 1,3% en 2019.

S'agissant de l'inflation, elle s'est située à 0,3% en 2020 contre 1,2% en 2019, en lien principalement avec la chute du prix du baril de pétrole.

Sur le marché du travail, le taux de chômage s'est élevé à 7,9% en 2020, en dégradation par rapport au taux de 7,6% en 2019.

En **France**, la croissance économique s'est établie à -8,2% en 2020 contre 1,5% en 2019.

L'inflation s'est située à 0,5% en 2020 contre 1,3% en 2019, sous l'effet de la forte détente du prix du baril de pétrole.

Sur le marché du travail, le taux de chômage est ressorti à 8,2% en 2020 contre 8,5% un an plus tôt.

Au **Royaume-Uni**, l'activité économique s'est contractée de 9,9% en 2020 contre une progression de 1,4% en 2019.

Quant à l'inflation, elle s'est située à 0,9% en 2020 contre 0,8% en 2019.

Au niveau de l'emploi, le taux de chômage a été de 4,5% en 2020 contre 3,8% en 2019.

Au **Japon**, la croissance économique s'est située à -4,8% en 2020 contre 0,3% en 2019, en lien avec les perturbations des activités de production du fait de la pandémie du coronavirus.

L'inflation s'est établie à 0,0% en 2020 contre 0,5% en 2019.

Sur le marché du travail, le taux de chômage est passé de 2,4% en 2019 à 2,8% en 2020.

I.1.2 Dans les pays émergents et les pays en développement

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité économique s'est établie à -2,2% en 2020 après 3,6% en 2019.

L'évolution de l'activité économique reste toutefois différente selon les pays.

En Chine, foyer originel de la maladie à coronavirus, l'activité économique a connu une certaine résilience face aux effets de la pandémie par rapport aux pays avancés, en affichant une croissance de 2,3% en 2020 contre 5,8% en 2019. Le taux d'inflation s'est situé à 2,4% en 2020 après 2,9% en 2019. **Sur le marché du travail**, le taux de chômage s'est situé à 3,8% en 2020 contre 3,6% en 2019.

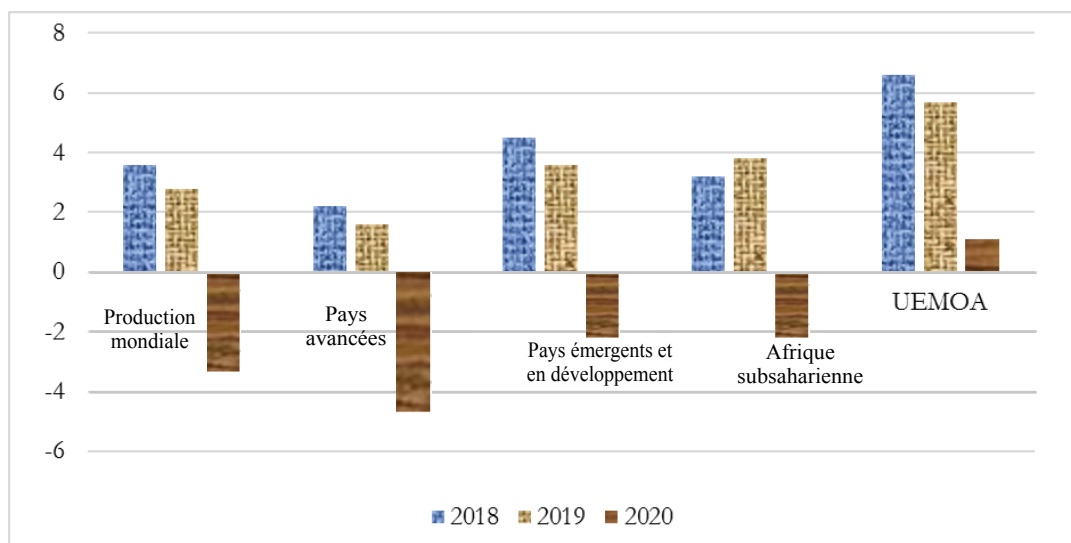
En Afrique subsaharienne, l'activité économique s'est contractée en 2020. Le taux de croissance économique s'est situé à -1,9% contre 3,2% en 2019. Au niveau des prix, les pressions inflationnistes se sont maintenues en 2020, expliquées principalement par les perturbations des chaînes d'approvisionnement de marchandises sous l'effet des mesures barrières (fermeture des frontières) prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19. Ainsi, le taux d'inflation s'est élevé à 10,8% en 2020 contre 8,4% en 2019.

Dans l'UEMOA, en 2020, les pays de la zone ont été éprouvés par les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19. Toutefois, l'activité économique dans la zone a enregistré une reprise au quatrième trimestre 2020. Ce regain de vigueur est en lien avec la reprise progressive de la demande intérieure. Ainsi, le taux de croissance économique de l'Union est ressorti à 1,1% en 2020 contre 5,7% en 2019. L'inflation en moyenne annuelle se situe à 2,2% contre -0,7% en 2019.

Au Nigeria, l'activité économique s'est contractée de 1,8% en 2020 contre une performance de 2,2% en 2019, sous l'effet de la baisse des cours du pétrole. S'agissant de l'inflation, elle s'est établie à 13,2% contre 11,4% en 2019.

Au Ghana, l'activité économique a enregistré une décélération du rythme de croissance pour se situer à 0,9% en 2020 contre 6,5% en 2019. Pour ce qui est de l'inflation, le taux a atteint 9,9% en 2020 contre 7,2% en 2019.

Graphique 1 : Évolution de la croissance économique (%) dans les différentes zones économiques



Source : DPAM/DGEP_ Note technique budget économique mars 2021, nos calculs

I.2 CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL

L'activité économique nationale s'est déroulée dans un contexte sanitaire et sécuritaire difficile en 2020. Le contexte national a été aussi marqué par la tenue des élections couplées présidentielle et législatives et le déroulement d'une campagne agricole globalement satisfaisante. Dans ce contexte, l'économie nationale a enregistré une croissance en 2020.

I.2.1 Évolution du PIB réel

Le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 2,5% en 2020 contre 5,7% en 2019. Cette croissance en 2020 a été imprimée principalement par le secteur secondaire (+7,7%) et le secteur primaire (+5,7%), le secteur tertiaire ayant connu une forte baisse (-2,5%).

Le PIB nominal s'est établi à 10 121,95 milliards FCFA en 2020 contre 9 369,19 milliards FCFA en 2019.

I.2.1.1. Ressources du PIB2

➤ Secteur primaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire s'est établie à 5,7% en 2020 contre 1,7% en 2019. Cette performance est due principalement au dynamisme de l'agriculture (+6,9%) et dans une moindre mesure de l'égrenage du coton (4,3%).

La valeur ajoutée de **l'agriculture de rente** s'est affichée à 14,2%, sous l'impulsion de la performance des filières arachide, sésame et coton dont les productions ont respectivement augmenté de 59,2%, 2,6% et 2,1%. Concernant la culture de l'arachide, l'augmentation de sa production s'explique par une hausse des rendements associée à l'accroissement des superficies emblavées. S'agissant du sésame, elle bénéficie de l'organisation de la filière et d'un prix au producteur incitatif (744,2 FCFA le kilogramme pour le sésame blanc). Quant à la production du coton, elle est ressortie à 472 340 tonnes. Cette augmentation de la production s'expliquerait par l'accessibilité des intrants aux producteurs en qualité et en quantité, la mise en œuvre des recommandations de l'atelier national sur la relance durable de la production cotonnière ainsi que l'assainissement des coopératives de producteurs. Il est également à noter l'intensification de l'appui conseil aux producteurs, notamment par la mise en place de brigades de veille en vue de rendre efficace la lutte contre les parasites, et l'apurement des impayés internes des producteurs.

La performance du secteur primaire est également imputable à la valeur ajoutée du sous-secteur de l'égrenage du coton qui a connu une hausse de 4,3% en 2020.



²Données issues du cadrage d'août 2020

Quant à **l'agriculture vivrière**, sa valeur ajoutée a augmenté de 4,6% en 2020 par rapport à 2019. La production céréalière a été de 5,18 millions de tonnes pour la campagne agricole 2020/2021, en hausse de 4,8% par rapport à la campagne précédente. Cette augmentation s'expliquerait principalement par la pluviosité favorable et les mesures gouvernementales de soutien au monde rural.

En ce qui concerne **l'élevage**, il a enregistré une accélération de la croissance de sa valeur ajoutée qui s'est affichée à 2,3% en 2020 contre 1,0% en 2019. Ce dynamisme serait imputable à l'amélioration de la couverture sanitaire des animaux, à la création d'un environnement favorable à une production animale durable notamment l'aménagement de 752 km de pistes à bétail et la délimitation et le balisage de 7 372 ha d'aires de pâture.

Aussi, il a été mis à la disposition des producteurs 2 346,2 tonnes d'aliments complets. En somme, **le secteur primaire** a contribué pour 20,9% à la formation du PIB en 2020 contre 22,2% en 2019. Sa contribution à la croissance du PIB s'est établie à 1,2 point de pourcentage contre 0,4 point de pourcentage en 2019.

➤ **Secteur secondaire**

La valeur ajoutée du **secteur secondaire** a enregistré une croissance de 7,7% en 2020 contre 2,3% en 2019. Cette croissance serait principalement impulsée par **les activités extractives** (+16,7%). Quant aux travaux de construction, **d'installation et de finition**, sa valeur ajoutée a connu une baisse de 3,5%.

S'agissant du sous-secteur de **l'activité extractive**, sa valeur ajoutée s'est inscrite en hausse de 16,7% en 2020 contre une baisse de 0,5% en 2019.

Ce rebond s'expliquerait par l'entrée en production de la mine de Sambrado (SOMISA) et l'usage de l'or non monétaire comme valeur refuge en temps de crise faisant passer la production de l'or de 50,30 tonnes en 2019 à 62,13 tonnes en 2020 soit 23,5%.

Quant au sous-secteur des **travaux de construction**, d'installation et de finition, la valeur ajoutée a baissé de 3,5% expliquée par des arrêts de chantiers et des retards dans l'exécution de marchés de construction, de bitumage, de réhabilitation et de renforcement de plusieurs routes du fait de l'insécurité et au ralentissement d'autres activités liées à la COVID-19.

Au total, la part du secteur secondaire dans la formation du PIB s'est située à 26,9% en 2020 contre 23,7% en 2019. Quant à sa contribution à la croissance du PIB, elle est ressortie à 2,0 points de pourcentage en 2020 contre 0,6 point en 2019..

➤ Secteur tertiaire

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a baissé de 2,5% en 2020, après une hausse de 8,4% en 2019. Cette contre-performance serait principalement imputable à l'effondrement du sous-secteur « hébergement et restauration » (-28,8%).

L'activité du secteur tertiaire a été durement impactée par les conséquences des mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie de la COVID-19. Les activités fortement affectées sont entre autres celles d'hébergement et de restauration, de transport de passagers et d'organisation de manifestations (annulation du SIAO, SNC, Tour du Faso, de la SAMAO et d'autres grandes rencontres).

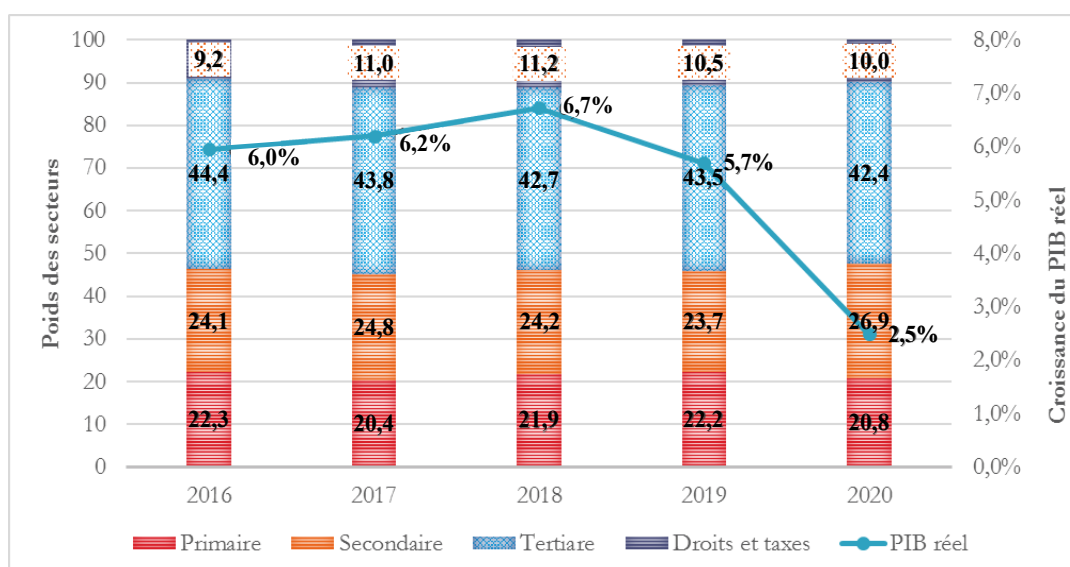
En somme, la contribution du secteur tertiaire (y compris impôt et taxes) à la formation du PIB en 2020 est de 52,4% contre 54,1% en 2019. La contribution à la croissance du PIB est passée de 4,7 points de pourcentage en 2019 à -0,7 point de pourcentage en 2020.

Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2016-2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de croissance du PIB réel (%)	6,0	6,2	6,7	5,7	2,5
Secteur primaire (%)	4,2	-0,2	13,3	1,7	5,7
Secteur secondaire (%)	5,0	5,9	2,8	2,3	7,7
Secteur tertiaire (%)	6,7	6,2	3,7	8,4	-2,5
Droits et taxes (%)	9,3	21,6	16,3	11,8	5,0
PIB réel, base n-1 (en milliards FCFA)	7 412,09	8 076,91	8 742,67	9 428,83	9 602,32
PIB nominal (en milliards FCFA)	7 605,12	8 191,30	8 920,42	9 369,19	10 121,95

Source : DGEP, base de données IAP, juin 2021

Graphique 2 : Évolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles (en %)



Source : DGEF, base de données IAP, juin 2021, nos calculs

I.2.1.2. Emplois du PIB

La croissance du PIB réel en 2020 a été portée par le solde des échanges extérieurs (+1,6 points de pourcentage contre -4,8 points en 2019), la consommation finale ayant contribué seulement pour 1,0 point de pourcentage (+6,1 points en 2019). Quant à l'investissement, il affiche une contribution négative de 0,1 point contre une contribution positive de 4,4 points en 2019.

La consommation finale en valeur nominale s'est située à 7 875,6 milliards FCFA en 2020 contre 7 779,7 milliards FCFA en 2019, en augmentation de 1,2%. Cette évolution s'explique par une hausse aussi bien de sa composante privée (+1,3%) que de celle publique (+1,0%).

En termes réels, la consommation finale est en hausse de 1,0% en 2020. La contribution de la consommation finale à la croissance est de 1,0 point de pourcentage en 2020 contre 6,1 points en 2019, en baisse de 5,1 points de pourcentage.

En valeur nominale, la Formation brute de capital fixe (FBCF), en hausse de 4,5%, est ressortie à 2 005,0 milliards FCFA en 2020. Cette évolution est imputable à la hausse de la FBCF publique (+12,7%), en lien avec la poursuite des grands chantiers d'infrastructures socio-économiques et des investissements structurants du PNDES, la FBCF privée s'étant contractée de 1,7%.

En termes réels, la FBCF a diminué de 3,8% en 2020. Quant à la variation des stocks, elle est en recul de 57,4% en 2020.

La contribution de l'investissement à la croissance économique en 2020 est négative de 0,1 point de pourcentage contre une contribution positive de 4,4 points en 2019.

Le solde extérieur des échanges en valeur nominale affiche un excédent de 81,5 milliards FCFA en 2020 contre un déficit de 560,9 milliards FCFA en 2019, traduisant ainsi une amélioration de 642,7 milliards FCFA.

Les exportations de biens et services se chiffrent à 3 115,1 milliards FCFA en 2020 contre 2 376,9 milliards FCFA en 2019, en hausse de 31,1%. Quant aux importations de biens et services, elles sont passées de 2 937,6 milliards FCFA en 2019 à 3 033,6 milliards FCFA en 2020, en progression de 3,3%.

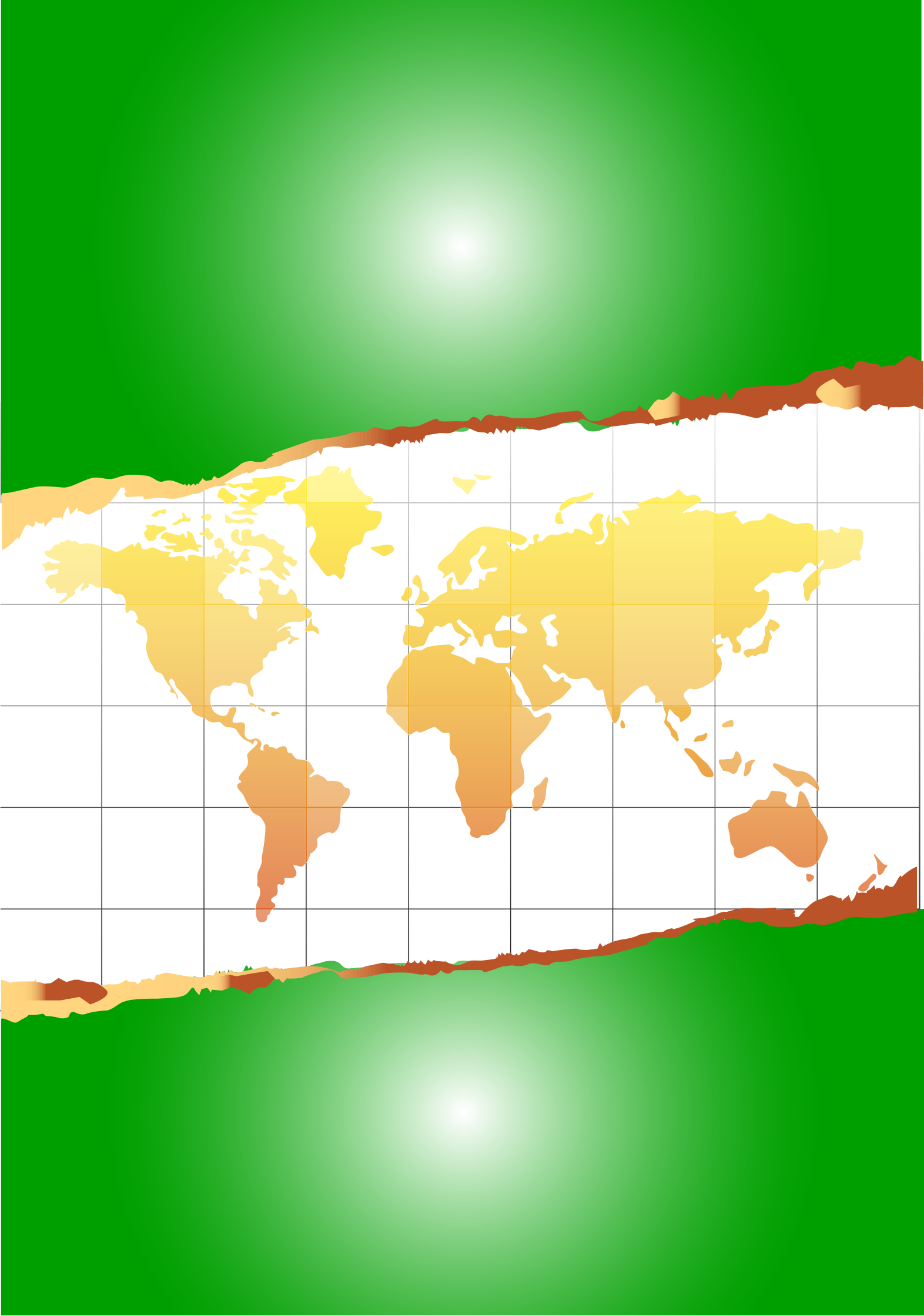
En termes réels, les exportations ont crû de 12,5% tandis que les importations ont reculé de 2,4% en 2020.

Les échanges extérieurs ont contribué positivement à la croissance du PIB en 2020 (+1,6 point de pourcentage contre -4,8 points de pourcentage en 2019).

I.2.2 Prix et inflation

A fin décembre 2020, l'inflation en moyenne annuelle s'est affichée à 1,9% contre -3,2% à la même période de l'année précédente. Cette augmentation du niveau général des prix à la consommation est liée principalement à un renchérissement des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,7%) et des services d'enseignement (+2,1%).

La pandémie de la COVID 19 aurait contribué à la rupture de certaines chaînes d'approvisionnement entraînant la hausse des prix de produits alimentaires.





II.

PRINCIPALES ACTIONS OU MESURES MISES EN ŒUVRE DANS LE DOMAINE DES FINANCES PUBLIQUES



En vue de rendre les finances publiques plus performantes et dynamiques, le MINEFID a mis en œuvre plusieurs actions et mesures visant à améliorer le niveau de mobilisation des ressources, la gestion budgétaire, la gestion des comptes publics et la sauvegarde des intérêts financiers ainsi que du patrimoine de l'État.

II.1 MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

Les ressources budgétaires comprennent aussi bien les ressources intérieures qu'extérieures.

II.1.1 Mobilisation des ressources intérieures

Les ressources intérieures sont composées des recettes ordinaires (recettes fiscales, recettes non fiscales, et recettes en capital). Pour une optimisation du recouvrement des recettes intérieures, diverses actions ou mesures sont mises en œuvre dont les principales sont les suivantes :

➤ L'opérationnalisation de la facture normalisée

La convention de concession de gestion de la facture normalisée a été signée par le MINEFID et le Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) le 28 novembre 2019. Au terme de ladite convention, la CCI-BF prend en charge la gestion des régimes d'édition et de sécurisation de la facture normalisée. La mise en œuvre de cette mesure s'est poursuivie en 2020 à travers l'élaboration des textes fondamentaux pour la mise en place de la facture normalisée pré-imprimée, la relance des entreprises n'ayant pas encore adhéré à la facture normalisée, les contrôles sur le terrain de l'application de la facture normalisée ainsi que l'exclusion des entreprises défaillantes ou inconnues des services gestionnaires. Ces actions ont permis le rehaussement du taux d'adhésion des entreprises à la facture normalisée au cours de l'année. Ainsi, au 31 décembre 2020, le taux d'adhésion des contribuables du régime du réel normal à la facture normalisée est de 78,0%.

➤ La mise en œuvre du projet cadastre fiscal

La mise en œuvre de ce projet a pour objectif d'assurer la sécurisation foncière, de moderniser la gestion foncière et d'élargir l'assiette fiscale. Dans le cadre de ce projet,

des textes juridiques appropriés, des projets de guides d'application et une proposition de méthode référentielle d'évaluation des immeubles ont été élaborés avec l'appui de deux consultants. Aussi, l'arrêté N°2020-0136-MINEFID/SG/DGI/DC portant modalités de détermination de la valeur cadastrale des immeubles bâtis et non bâtis a été signé le 12 mars 2020. De plus, la solution informatique pour la gestion du système d'évaluation a été validée lors de l'atelier du 15 septembre 2020. En outre, la base de données des attributaires de parcelles est saisie et le logiciel de gestion domaniale et cadastral, SYC@D a été testé et jugé techniquement viable lors d'un atelier du 03 au 07 novembre 2020 mais il n'est pas encore déployé.

➤ **La mise en œuvre des téléprocédures**

La télé procédure est une plateforme qui permet de déclarer et de payer ses impôts à distance. Dans le cadre de l'amélioration de la gestion de l'impôt et des services rendus aux contribuables, la DGI a entrepris l'opérationnalisation des téléprocédures (télé-déclaration et télépaiement) au cours de l'année 2017. L'utilisation de eSINTAX a été généralisée à tous les contribuables le 1er mars 2020 et le déploiement des téléprocédures se poursuit avec le développement de nouvelles fonctionnalités. Au 31 décembre 2020, le nombre d'adhérents à eSINTAX se chiffre à 5 672 contribuables qui ont effectué 106 293 déclarations en ligne pour un montant de 832,57 milliards FCFA et émis 27 522 ordres de paiement en ligne pour un montant de 832,41 milliards FCFA. Au titre des retenues à la source, 348 775 attestations ont été générées automatiquement. De plus, 11 899 demandes d'attestation de situation fiscale, 1 981 demandes de certification de chiffre d'affaires ont été traitées en ligne et 4 391 attestations de véhicules à moteur ont été délivrées.

➤ **L'élargissement de l'assiette fiscale**

Le portefeuille des contribuables actifs pris en charge est passé de 25 819 au 31 décembre 2019 à 41 800 à fin décembre 2020, soit une augmentation de 15 981 contribuables équivalant à un taux d'accroissement de 6.01,9%. Cette évolution spectaculaire par rapport à la cible de 5%, s'explique par les travaux de mise à jour du fichier, effectués par les unités de recouvrement (UR) depuis les tournées d'explication des techniques de fiabilisation du fichier et la mise à jour mensuelle par la Direction de l'informatique. Le taux d'adhésion des contribuables du régime du réel normal à la facture normalisée est de 78,0%.

➤ **La poursuite de l'optimisation des logiciels métiers de la DGI**

Il s'agit du développement de fonctionnalités additionnelles et la réalisation de l'interfaçage avec les bases de données des autres administrations (SONABEL, ONEA, DGTMM, CNSS, CARFO, etc.). Au 31 décembre 2020, l'infocentre est disponible. Aussi, il a été procédé au développement sur la plateforme SINTAX des fonctionnalités devant permettre de disposer des différentes sources de données concernées, des informations sur les détenteurs de comptes bancaires, sur les contrats publics et privés ainsi que sur la liste des principaux clients. Les travaux de développement sont quasi terminés et les nouvelles fonctionnalités ont été livrées. Pour les données des cotisations sociales à transmettre par la CNSS, des Termes de références (TDR) sont rédigés aux fins d'interfacer les bases de données de la DGI et de la CNSS.

➤ **La simplification des procédures d'accomplissement des opérations fiscales et douanières**

Au niveau de la DGD, le SYDONIA World sur internet a été développé pour permettre aux déclarants de saisir leurs déclarations à partir d'un accès à internet. Des équipements ont été acquis et déployés sur l'ensemble des offices dans le cadre de l'informatisation de la gestion des recettes de dix-neuf (19) offices de douanes non connectés au SYDONIA et une session de formation au profit d'un groupe de demandeurs d'exonération a été exécutée. De même, le module de gestion des laissez-passer a été développé et certains tests ont été réalisés. Cependant, les travaux n'ont pas connu d'achèvement par défaut de financement. En outre, l'implémentation d'un module de gestion des exonérations a été totalement réalisée et testée, des sessions de formations au profit de plusieurs vérificateurs ont été tenues.

Encadré 1 : Performance des régies de recettes en 2020

Au titre de l'année 2020, les recettes mobilisées par l'ensemble des régies se sont chiffrées à **1 752,80 milliards FCFA** sur une prévision révisée de **1 722,84 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **101,7%**. Par rapport à 2019, le taux de progression se situe à 3,4 points de pourcentage.

- **Baisse du niveau de recouvrement des recettes douanières**

À fin décembre 2020, les réalisations de la DGD se sont situées à 611,30 milliards FCFA sur une prévision révisée de 657,71 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 92,9%. Par rapport à 2019, la mobilisation des recettes de la DGD a connu une légère baisse de 4,2% (26,97 milliards FCFA).

- **Hausse du niveau de recouvrement de la DGI**

Au titre de la fiscalité intérieure, sur une prévision de 843,88 milliards FCFA en 2020, la DGI a recouvré 861,92 milliards FCFA au profit du budget de l'État, soit un taux de réalisation de 102,1%. Par rapport à 2019, il ressort une progression de 2,0% (+17,27 milliards FCFA).

- **Amélioration du niveau de recouvrement des recettes de services**

Au titre de l'exercice budgétaire 2020, les recettes mobilisées par la DGTCP se sont chiffrées à 279,60 milliards FCFA sur une prévision annuelle révisée 221,25 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 126,4%. Par rapport à 2019, les recettes de service ont enregistré une baisse de 13,5% correspondant à un montant de 43,47 milliards FCFA en lien avec la baisse du niveau de recouvrement des recettes des licences de téléphonie mobile (120 milliards en 2019 contre 51,5 milliards 2020).

II.1.2 Mobilisation des ressources extérieures

Les ressources extérieures sont constituées des dons programmes et des dons projets apportés à l'Etat par les partenaires bilatérales et multilatérales afin d'appuyer la production et accroître l'économie nationale dans les secteurs et sous-secteurs de développement. Les actions suivantes ont été menées au cours de l'année 2020 afin d'optimiser leurs mobilisations :

➤ **Les tables rondes de mobilisation des ressources**

En 2020, une table ronde sur le financement du Recensement général de l'agriculture (RGA) a été organisé et une mission de dynamisation a été menée auprès du Bureau Régional de la BID à Abuja dans le cadre du renforcement de la mobilisation des ressources extérieures.

➤ **L'adoption et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de la coopération au développement (SNCD)**

La Stratégie nationale de la coopération au développement permettra d'améliorer les performances du système de coopération au développement du Burkina Faso. Elle a été adoptée par arrêté N° 2020-000106/MINEFID/CAB du 21 février 2020 portant adoption de la stratégie nationale de la coopération au développement.

Encadré 2 : Niveau de mobilisation des ressources extérieures en 2020

Au 31 décembre 2020, 342,35 milliards FCFA ont été décaissés au titre des appuis budgétaires sur une prévision annuelle révisée de 378,25 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 90,5%. Au titre des appuis projets, 403,32 milliards FCFA ont été décaissés sur une prévision annuelle révisée de 352,30 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 114,5%.

II.1.3 Exploitation d'autres sources de financement

En vue d'accroître ses ressources pour la prise en charge totale des actions contenues dans son programme de développement, l'Etat Burkinabè, en plus de ses ressources intérieures et extérieures, a besoin d'explorer d'autres financements. Dans ce sens, pour l'année 2020, les actions suivantes ont été menées :

➤ **L'organisation d'un atelier de réflexion**

Un atelier de réflexion sur la gestion de l'aide publique au développement a été tenu en novembre 2020 et a porté sur l'organisation des tables rondes et sur l'élaboration du Rapport sur la coopération pour le développement (RCD). Les notes conceptuelles sur les conclusions de cette réflexion sont disponibles.

➤ **La poursuite de la promotion des PPP**

La stratégie PPP a été adoptée, l'avant-projet de loi PPP et son projet de décret d'application ont été élaborés.

De même, l'étude sur les PPP au niveau des collectivités territoriales a été réalisée dans le cadre d'un partenariat avec la Cellule d'appui à la décentralisation et à la participation citoyenne (CADEPAC) et le Secrétariat Permanent de la Conférence nationale de la décentralisation (CONAD). Le rapport d'étape de l'étude a fait l'objet d'échanges avec le comité de suivi mis en place à cet effet et le rapport provisoire est disponible.

d'échanges avec le comité de suivi mis en place à cet effet et le rapport provisoire est disponible

➤ La transmission du rapport d'analyse sur les financements innovants

Aussi, le rapport d'analyse sur les financements innovants a été finalisé et transmis au MINEFID qui a instruit la DGTCP de mettre en œuvre les actions en vue de l'opérationnalisation du Système de contribution volontaire spécifique. Par ailleurs, le projet du programme de renforcement du Partenariat Etat-ONG/AD est disponible et sera soumis à validation à la Commission nationale de planification du développement (CNPD).

II.2 GESTION BUDGETAIRE, TENUE DES COMPTES PUBLICS, EXERCICE DE LA TUTELLE ET SUPERVISION DES SYSTEMES FINANCIERS

II.2.1 Programmation budgétaire

Afin d'assurer une bonne programmation budgétaire ainsi qu'une meilleure exécution de la dépense publique, des actions ont été entreprises en 2020. Il s'agit de :

- ✓ l'adoption d'un Document de programmation budgétaire et économique pluriannuel (DPBEP) intégrant désormais l'évolution du stock des actifs et des passifs financiers ;
- ✓ la production et la transmission à l'Assemblée Nationale, du rapport sur le basculement de vingt (20) ministères et institutions, comme document annexe de la loi des finances exercice 2021 dans le cadre de l'extension de la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant;
- ✓ la révision des canevas de production des Projets annuels de performances (PAP) et des Rapports annuels de performances (RAP) ;
- ✓ l'adoption du document pour la cartographie des Budgets opérationnels de programme (BOP) et des Unités opérationnelles de programme (BOP) et des Unités opérationnelles de programme (UOP) ;
- ✓ la relecture du guide de gestion des mouvements de crédit ;
- ✓ l'élaboration du guide de tenue de la comptabilité de l'ordonnateur et son implémentation ;

- ✓ l'automatisation des virements bancaires par la normalisation des comptes bancaires dans le circuit informatisé de la dépense ;
- ✓ la production du guide d'élaboration du plan d'engagements des dépenses de de l'Etat ;
- ✓ la poursuite des actions de formations des acteurs de la chaine de dépense sur la comptabilité de l'ordonnateur, sur le CID et le SYGASPE.

II.2.2 Exécution des dépenses

Dans le cadre de la poursuite de l'adaptation du système d'information, les actions suivantes ont été réalisées au titre de l'année 2020 :

- ✓ l'opérationnalisation du traitement des Certificats de cessation de paiement (CCP) et des Ordres de recettes individuels (ORI) dans toutes les Directions régionales du budget ;
- ✓ la validation de deux (02) rapports d'étape sur l'étude de faisabilité pour la mise en place de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- ✓ l'acquisition du financement pour la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics a été acquis par le Programme gouvernance économique et participation citoyenne (PGEPC).

2.3 Gestion de la trésorerie

Au titre de la gestion de la trésorerie les actions suivantes ont été entreprises en 2020 :

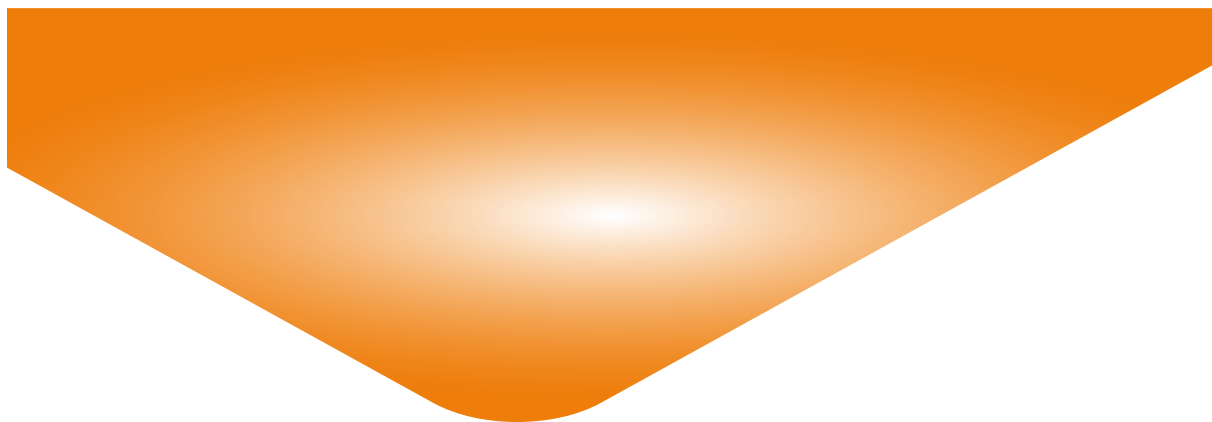
- ✓ l'opérationnalisation du Compte unique du Trésor (CUT) et de la connexion du Trésor à SICA et STAR-UEMOA à travers les virements bancaires du Trésor public effectués via SICA et STAR-UEMOA ;
- ✓ l'organisation de deux opérations d'émission de titres publics dénommés « bons social COVID-19 » d'un montant de 130 milliards FCFA.

II.2.4 Règlements financiers

S'agissant de la réglementation financière les actions suivantes ont été réalisées :

- ✓ la disponibilité du plan comptable des collectivités territoriales et la formation de 280 agents du MATDC, du MINEFID et de l'ENAM dont les acteurs en charge de l'examen et de l'approbation des budgets des CT ;
- ✓ la vulgarisation des outils de tenue de la comptabilité budgétaire des ordonnateurs du budget de l'Etat au niveau central à travers la formation de 400 personnes.





III.

**ANALYSE DES PRINCIPAUX
AGREGATS DES FINANCES PUBLIQUES**



III.1 ANALYSE DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ÉTAT³

Encadré 3 : Définition de quelques indicateurs de recettes

Recettes totales : somme des recettes courantes et des recettes en capital

Recettes courantes : somme des recettes fiscales (les taxes sur les biens et services ; les impôts sur les revenus et bénéfices ; Les impôts sur le commerce et les transactions internationales) et des recettes non fiscales

Recettes en capital : Ressource provenant de la vente de biens de capital fixe, des ventes de terrain et d'actifs incorporels

À fin décembre 2020, les recettes totales et dons se sont établis à 1975,34 milliards FCFA et les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 2 499,95 milliards FCFA. L'exécution de ces opérations financières de l'État s'est soldée par un déficit global (base engagement) de 524,61 milliards FCFA, en dégradation de 229,16 milliards FCFA par rapport à 2019.

Quant au déficit base caisse, il s'est situé à 532,84 milliards FCFA contre 298,04 milliards FCFA en 2019.

III.1.1. Recettes totales et dons

En 2020, la mobilisation des recettes totales et dons a connu une augmentation de 93,37 milliards FCFA par rapport à 2019 soit 5,0%. Ce niveau de recettes totales et dons en 2020 a représenté 19,5% du PIB nominal, soit une baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

III.1.1.1. Recettes totales

Sur une prévision annuelle révisée de 1 662,70 milliards FCFA, les recettes totales se sont établies à 1 659,38 milliards FCFA en 2020, soit un taux de recouvrement de 99,8%. Comparées au niveau de recouvrement à fin décembre 2019, les recettes totales ont connu une baisse de 88,31 milliards FCFA, (-5,1%). Cette mobilisation des recettes internes a représenté 16,4% du PIB soit un écart de 2,3 points de pourcentage en baisse par rapport à 2019.

³ Les prévisions ainsi que les dotations utilisées sont celles de la dernière loi de finances rectificative

Sur les cinq dernières années (2016-2020), les recettes totales ont enregistré une progression continue, excepté l'année 2020, avec une croissance moyenne annuelle de 9,9%.

III.1.1.1.1. Recettes courantes

Les recettes courantes, composées de recettes fiscales et de recettes non fiscales, se sont chiffrées à 1 659,08 milliards FCFA en 2020 soit une baisse de 5,1% par rapport à leur niveau en 2019. Cette contraction est imputable à l'ensemble de ses composantes. En effet, les recettes fiscales et les recettes non fiscales ont baissé respectivement de 47,84 milliards FCFA et de 40,78 milliards FCFA.

a) Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 1 377,02 milliards FCFA en 2020 sur une prévision révisée de 1 439,61 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 95,7%. Elles ont enregistré ainsi une baisse de 3,4% par rapport à 2019 où les recouvrements se situaient à 1 424,86 milliards FCFA. Ce repli est porté principalement par les taxes sur les biens et services (-6,1%) et les taxes sur le commerce et transactions internationales (-5,4%).

Les recettes fiscales ont représenté 83,0% des recettes totales et 13,2% du PIB nominal en 2020 contre respectivement 82,5% et 15,2% en 2019. Elles sont essentiellement composées des taxes sur les biens et services (50,9%), des impôts sur les revenus et bénéfices (33,2%) et des impôts sur le commerce et les transactions internationales (13,5%).

➤ Les taxes sur les biens et services

À fin décembre 2020, les taxes sur les biens et services ont baissé de 45,65 milliards FCFA par rapport à 2019, pour s'établir à 701,19 milliards FCFA. Ainsi, sur une prévision révisée de 759,84 milliards FCFA, les taxes sur les biens et services ont connu un taux de réalisation de 92,3%. Elles sont composées de la taxe sur la valeur ajoutée (485,01 milliards FCFA), de la taxe sur les produits pétroliers (106,86 milliards FCFA) et des autres taxes spécifiques sur consommation (109,32 milliards FCFA).

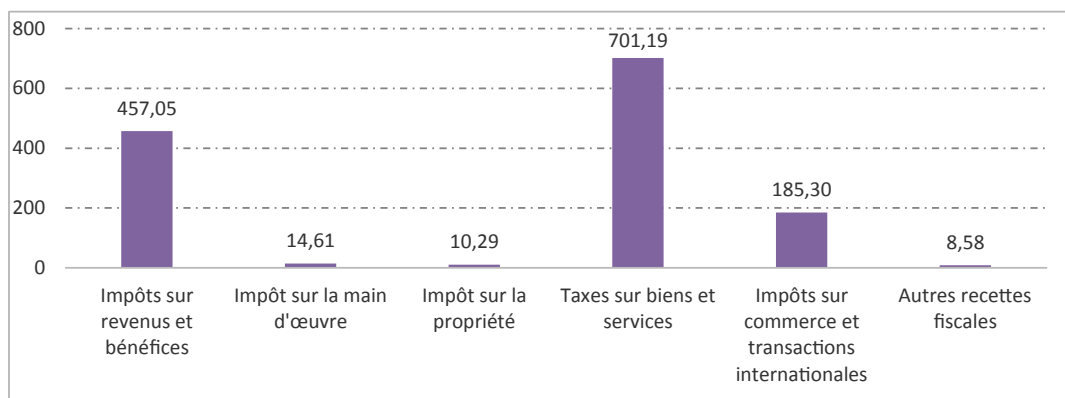
➤ **Les impôts sur les revenus et bénéfices**

Sur une prévision annuelle révisée de 438,83 milliards FCFA en 2020, les impôts sur les revenus et les bénéfices ont été mobilisés à hauteur de 457,05 milliards FCFA. Comparé à 2019, il ressort une augmentation de 1,9% (+8,42 milliards FCFA).

➤ **Les impôts sur le commerce et les transactions internationales**

Les impôts sur le commerce et les transactions internationales se sont établis à 185,30 milliards FCFA en 2020 sur une prévision annuelle révisée de 204,75 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 90,5%. Par rapport à 2019, ils ont enregistré une baisse de 5,4% (-10,59 milliards FCFA) en raison essentiellement de la baisse du recouvrement des droits sur le commerce extérieur (-10,82 milliards FCFA).

Graphique 3 : Répartition des recettes fiscales par nature en 2020 (en milliards FCFA)



Source : DGTCP, TOFE 2020

b) Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont été mobilisées à hauteur de 282,05 milliards FCFA à fin décembre 2020 sur une prévision de 223,09 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 126,4%. Comparé à la même période en 2019, il ressort une baisse de 12,6% équivalant à un montant de 40,78 milliards FCFA. Cette baisse est due essentiellement à la rubrique « ventes non industrielles » qui est passée de 151,70 milliards FCFA en 2019 à 83,76 milliards FCFA en 2020 en lien avec la baisse du niveau de recouvrement des recettes des licences de téléphonie mobile (120 milliards en 2019 contre 51,5 milliards 2020).

III.1.1.1.2. Recettes en capital

En 2020, les recettes en capital ont été mobilisées à hauteur de 0,30 milliard FCFA provenant de la vente de biens de capital fixe, des ventes de terrain et d'actifs incorporels.

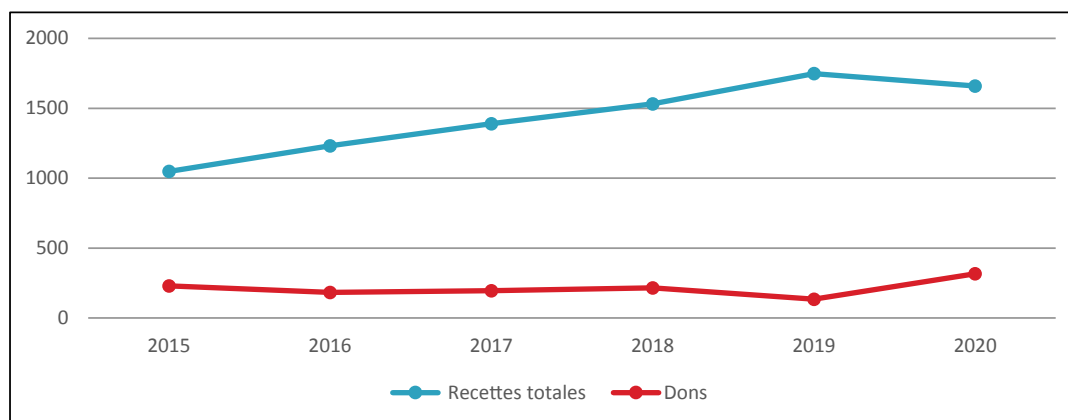
III.1.1.2. Dons⁴

À fin décembre 2020, les dons ont été mobilisés à hauteur de 315,96 milliards FCFA sur une prévision révisée de 399,87 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 79,0% contre 49,6% à la même période en 2019. Ce niveau de décaissement est essentiellement imputable aux dons projets qui ont été décaissés à hauteur de 156,28 milliards FCFA, représentant 70,0% de la prévision (223,18 milliards FCFA). Les dons programmes quant à eux, ont été décaissés à hauteur de 90,4%.

Comparativement à 2019, les dons ont enregistré une importante hausse (+135,3%), en lien avec la hausse des dons projets (+110,39 milliards FCFA) et celle des dons programmes (+71,30 milliards FCFA).

Rapportés au PIB nominal, les dons en 2020 ont représenté 3,1% en hausse de 1,7 point de pourcentage par rapport à 2019.

Graphique 4 : Évolution des recettes totales et dons sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020

⁴ Les dons retracent tous les encaissements non remboursables, provenant de versement non obligatoire d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères et d'organismes internationaux.

Sur la période 2015-2020, les dons reçus ont en moyenne représenté 13,1% des recettes totales et dons. La proportion des dons de l'année 2020 est ressortie à 16,0%.

Tableau 2 : Évolution des recettes totales et dons sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes fiscales	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,27	1 424,86	1 377,02
Recettes non fiscales	118,66	155,09	151,03	176,60	322,83	282,05
Recettes courantes	1 047,93	1 230,48	1 389,27	1 530,86	1 747,70	1 659,08
Recettes en capital	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,30
Recettes totales	1 047,93	1 230,51	1 389,27	1 530,86	1 747,70	1 659,38
Dons projets	105,21	100,84	119,95	122,39	45,89	156,28
Dons programmes	124,83	81,20	74,36	92,70	88,38	159,68
Total dons	230,04	182,04	194,30	215,09	134,27	315,96
Recettes totales et dons	1 277,98	1 412,55	1 583,57	1 745,95	1 881,97	1 975,34
PIB nominal	6 564,80	6 790,27	7 497,65	7 871,00	8 260,13	10 121,95
Part des recettes totales dans le PIB (en %)	16,0	18,1	18,5	19,4	21,8	16,4
Part des dons dans le PIB (en %)	3,5	2,7	2,6	2,7	1,6	3,1
Part des recettes totales et dons dans le PIB (en %)	19,5	20,8	21,1	22,2	22,8	19,5

Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020

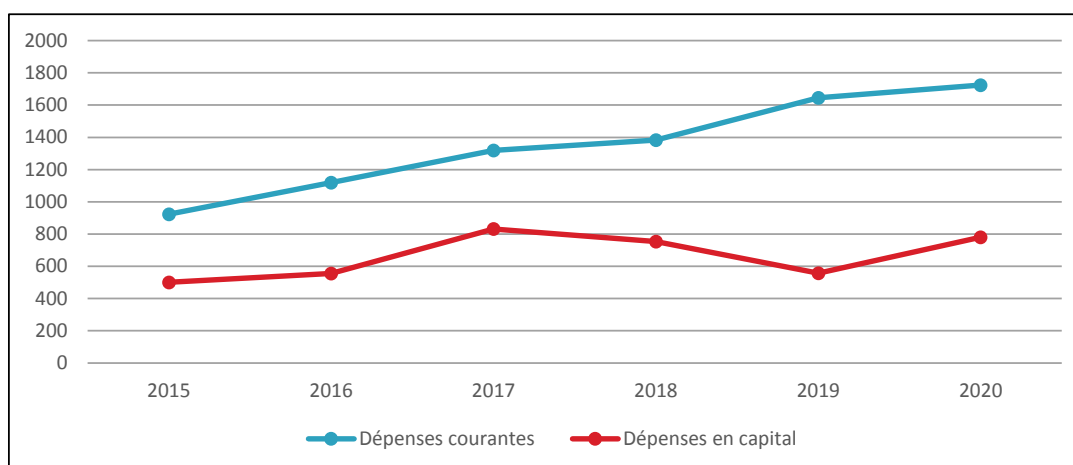
III.1.2. Dépenses totales et prêts nets

Au cours de l'année 2020, les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 2 499,95 milliards FCFA sur une prévision de 2 523,83 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 99,1% contre 97,4% en 2019.

III.1.2.1 Dépenses totales

À fin décembre 2020, les dépenses totales ont été exécutées à hauteur de 2 504,30 milliards FCFA sur une prévision de 2 533,41 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 98,9%. Comparativement à l'année 2019, il est observé une augmentation des dépenses totales de 13,8%.

Graphique 5 : Évolution des composantes des dépenses publiques sur la période 2015-2020
(en milliards FCFA)



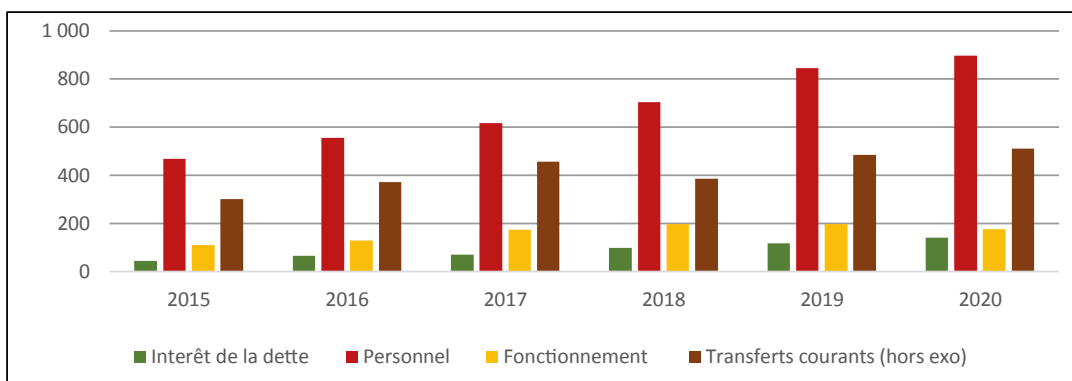
Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

Sur la période 2015-2020, l'évolution des dépenses courantes a été marquée par une tendance haussière. Quant aux dépenses en capital, elles ont connu un accroissement continu de 2015 à 2017 suivi d'une baisse en 2018 et 2019. En 2020, il a été constaté une reprise des dépenses en capital.

III.1.2.1.1 Dépenses courantes

Sur une prévision révisée de 1 649,44 milliards FCFA, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 1 724,30 milliards FCFA en 2020, soit un taux d'exécution de 104,5%. Comparativement à l'année 2019, elles ont enregistré une augmentation de 4,9% en lien avec la hausse des dépenses de personnel (+6,3%) et de transferts

Graphique 6 : Évolution des composantes des dépenses courantes sur la période 2015-2020
(en milliards FCFA)



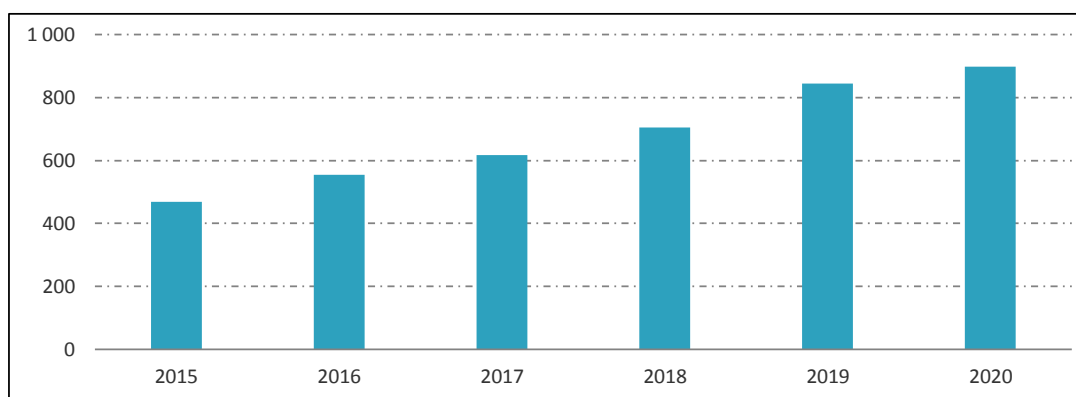
Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

Le graphique ci-dessus montre que sur la période 2015-2020, les dépenses courantes sont dominées principalement par les dépenses de personnel et les transferts courants. En 2020, les dépenses de personnel et des transferts ont représenté respectivement 52,0% et 29,6% des dépenses courantes.

a) Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel se sont établies à 897,21 milliards FCFA à fin décembre 2020 sur une prévision annuelle de 878,00 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 102,2% contre 98,8% l'année précédente. Par rapport à 2019, les dépenses de personnel ont progressé de 6,3% correspondant à 52,78 milliards FCFA. Cet accroissement s'explique entre autres par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.), des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents, de la poursuite de la mise en œuvre des mesures gouvernementales portant, entre autres, sur le statut valorisant des enseignants, la fonction publique hospitalière et le nouveau statut de la police nationale.

Graphique 7 : Évolution des dépenses de personnel sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

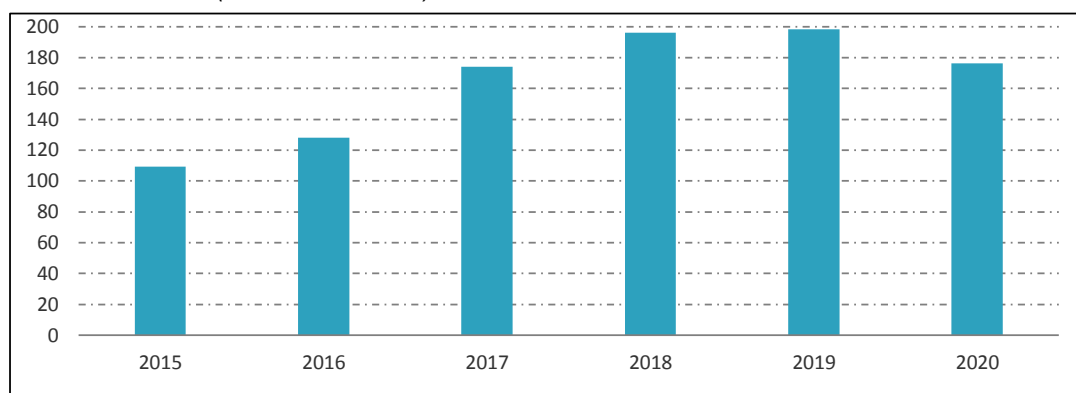
Le graphique indique que les dépenses de personnel ont connu une augmentation continue entre 2015 et 2020 avec une croissance annuelle moyenne de 14,0%. La hausse des dépenses de personnel s'explique, entre autres, par la prise en charge financière des engagements (protocoles d'accord) pris par le gouvernement, des effectifs additionnels et des advancements statutaires.

b) Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées en 2020 à hauteur de 176,29

milliards FCFA sur une prévision révisée de 186,46 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 94,5% contre 106,0% en 2019. Par rapport à 2019, elles ont connu une baisse de 11,2% (-22,4 milliards FCFA).

Graphique 8 : *Évolution des dépenses de fonctionnement sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)*



Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

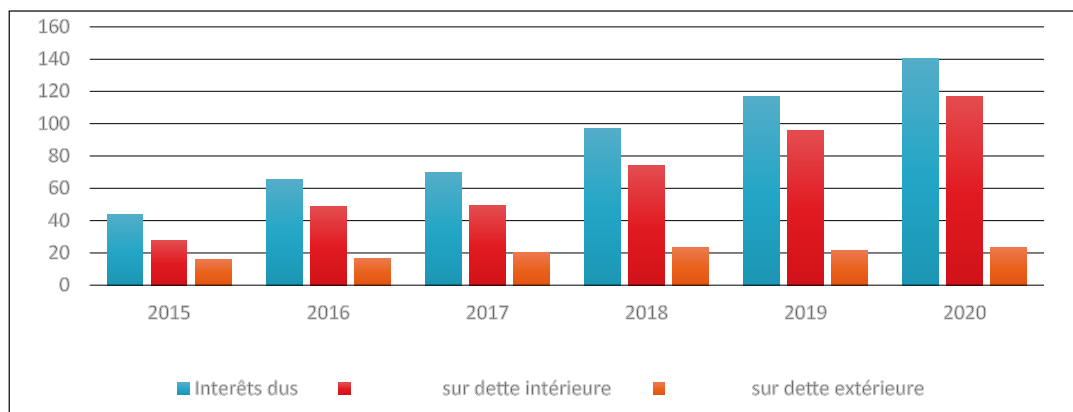
Sur la période sous-revue, il ressort une tendance haussière des dépenses de fonctionnement entre 2015 et 2019 suivie d'un repli en 2020.

c) Intérêts dus

Les intérêts de la dette ont été payés à hauteur de 140,58 milliards FCFA à fin décembre 2020 sur une prévision annuelle de 114,05 milliards FCFA. Ils sont constitués de 83,3% d'intérêts dus sur la dette intérieure et de 16,7% d'intérêts dus sur la dette extérieure.

Comparativement à 2019, les intérêts payés ont connu une hausse de 20,1% (+23,51 milliards FCFA), liée principalement à l'augmentation de sa composante intérieure (+21,47 milliards FCFA) notamment au titre des paiements des intérêts des émissions des titres publics (obligations et bons du trésor). La composante extérieure quant à elle a connu une hausse de 9,5% en 2020.

Graphique 9 : Structure des intérêts dus sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



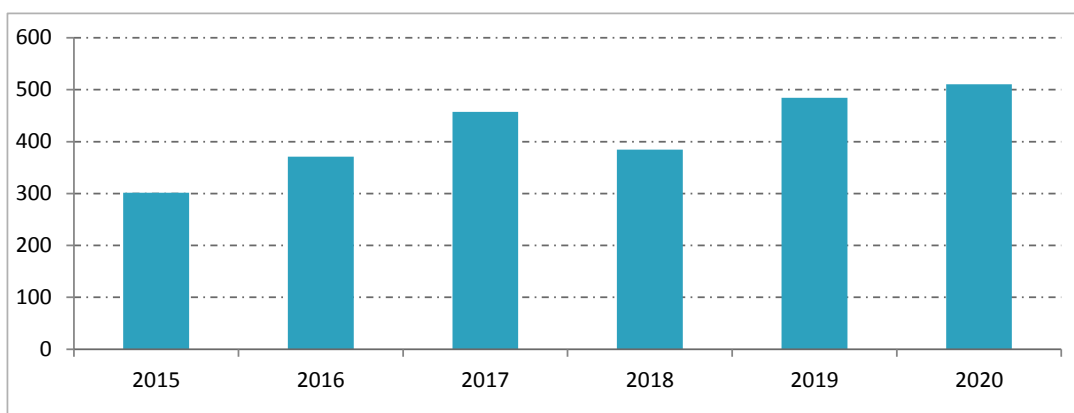
Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

Le graphique affiche une tendance haussière des intérêts de la dette sur toute la période 2015-2020.

d) Transferts courants

En décembre 2020, les transferts courants ont été exécutés à hauteur de 510,22 milliards FCFA sur une prévision de 470,92 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 108,3%. Comparés à 2019, ils sont en hausse de 25,67 milliards FCFA (+5,3%). Cette hausse est expliquée principalement par les recettes à répartir liées à la taxe sur les produits pétroliers(TPP) revenant aux collectivités territoriales et au fonds spécial d'entretien routier sous forme de transfert pour un montant de 45,61 milliards FCFA. Le paiement de la subvention des prix des hydrocarbures a également contribué à cette hausse tandis que les transferts aux établissements publics de l'État (EPE) sont en baisse.

Graphique 10 : Évolution des transferts courants sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



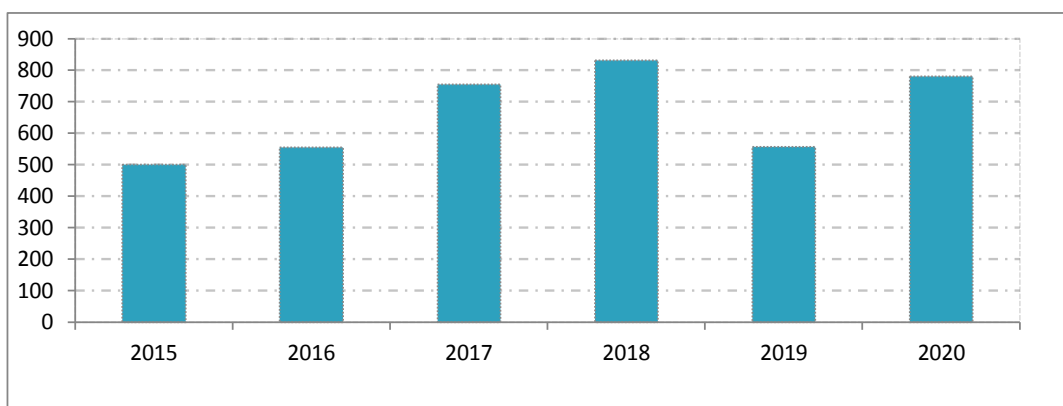
Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

Le graphique montre une hausse continue des transferts courants sur la période 2015-2020 marquée par une inflexion en 2018.

III.1.2.1.2 Dépenses en capital

En 2020, les dépenses en capital se sont établies à 780,00 milliards FCFA sur une prévision de 883,98 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 88,2% contre 73,9% en 2019. Comparées à 2019, les dépenses en capital ont connu une hausse de 40,1% (+ 223,21 milliards FCFA).

Graphique 11 : Évolution des dépenses en capital sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

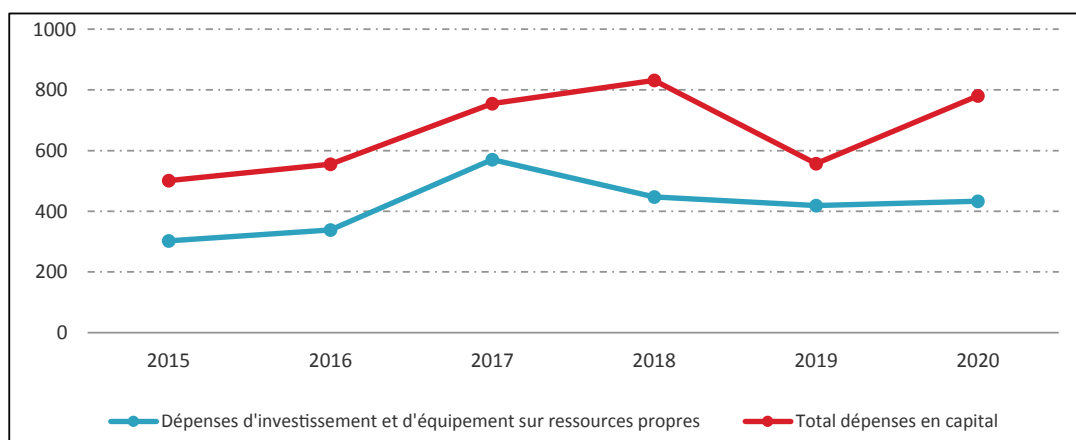
Le graphique montre qu'après une croissance continue de 2015 à 2018, les dépenses en capital ont enregistré un repli en 2019 avant de reprendre sa croissance en 2020.

a) Dépenses d'investissements sur ressources propres

Les dépenses d'investissements financées sur ressources propres se sont situées à 432,92 milliards FCFA sur une prévision de 466,68 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 92,8%. Comparé à 2019, il ressort une hausse de 3,3%, correspondant à une valeur nominale de 13,93 milliards FCFA.

Rapportées au PIB nominal, les dépenses d'investissements sur ressources propres sont passées de 4,5% en 2019 à 4,3% en 2020.

Graphique 12 : Evolution des dépenses d'investissements financées sur ressources propres et des dépenses en capital sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



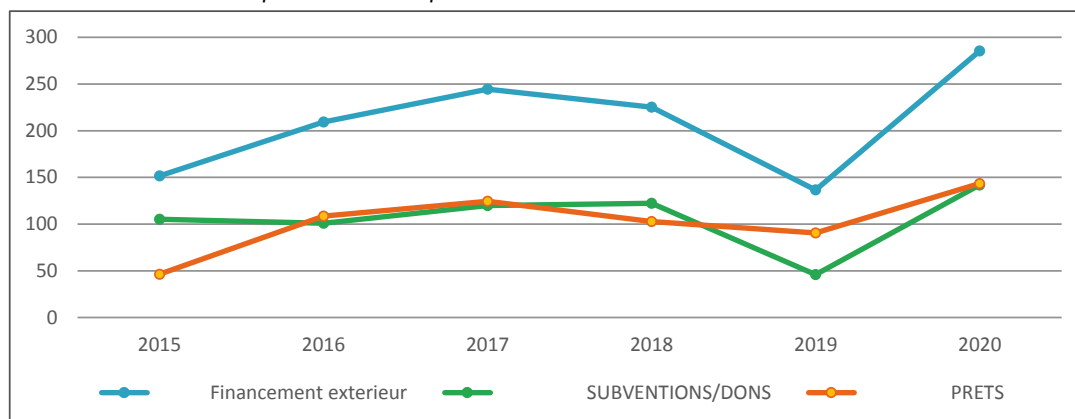
Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

L'allure du graphique ci-dessus montre que les dépenses en capital évoluent au rythme des dépenses d'investissement financées sur ressources propres, excepté 2018. La situation de 2018 est liée aux efforts entrepris pour améliorer le déficit et tendre vers la norme communautaire de l'UEMOA ($\leq 3\%$).

b) Dépenses d'investissements sur ressources extérieures

En 2020, sur une prévision annuelle de 352,30 milliards FCFA, les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures ont été exécutées à hauteur de 285,39 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,0%. Ces dépenses ont été financées par les dons et les prêts respectivement de 141,93 milliards FCFA et 143,46 milliards FCFA en 2020.

Graphique 13 : Evolution des investissements financés sur ressources extérieures et leurs composantes sur la période 2015-2020



Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

En 2019, il est observé une chute drastique (- 88,66 milliards FCFA) imputable à la baisse des décaissements des dons projets. Quant à la hausse de 2020, elle est liée en partie à une annulation de dette du Fonds monétaire international (FMI) de 14,35 milliards dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

c) Transferts en capital et restructuration

Sur une prévision de 65,00 milliards FCFA en 2020, les transferts en capital ont été exécutés à hauteur de 61,69 milliards FCFA contre 1,31 milliards FCFA en 2019 soit une hausse de 60,39 milliards. Cette situation s'explique par les mesures de relances des entreprises suite à la pandémie de la COVID-19 consistant en une prise de participation de 25,00 milliards au niveau du Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) et autres entreprises en difficulté (35,00 milliards FCFA).

III.1.2.2 Prêts nets

Sur une prévision de -9,58 milliards FCFA, les prêts nets se sont établis à -4,35 milliards FCFA en 2020 traduisant un remboursement plus important que les crédits octroyés.



Tableau 3 : Récapitulatif des dépenses et prêts nets sur la période 2015-2020 (en milliards)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Intérêts dus	43,75	65,35	69,52	97,24	117,07	140,58
Intérieur	27,88	48,54	49,35	74,14	95,56	117,03
Extérieur	15,87	16,81	20,16	23,10	21,51	23,55
Personnel	468,53	554,47	617,95	705,11	844,43	897,21
Fonctionnement	109,44	127,98	174,08	196,22	198,43	176,29
Transfert courant (hors exo)	301,48	370,94	457,12	384,79	484,56	510,22
Total dépenses courantes	923,21	1 118,75	1 318,66	1 383,36	1 644,48	1 724,30
Dépenses d'investissement et d'équipement	454,03	547,96	814,82	672,11	555,48	718,31
Investissement sur ressources propres	302,47	338,55	570,38	446,95	418,99	432,92
Investissement sur ressources extérieures	151,57	209,41	244,44	225,16	136,50	285,39
Dons	105,21	100,84	119,95	122,39	45,89	141,93
Prêts	46,36	108,57	124,49	102,77	90,60	143,46
Transfert en capital	46,92	6,99	16,52	82,23	1,31	61,69
Total dépenses en capital	500,95	554,95	831,33	754,34	556,79	753,22
Total dépenses publiques	1 424,16	1 673,70	2 150,00	2 137,70	2 201,27	2 504,30
Prêts nets	-12,56	-8,66	-3,53	-10,10	-23,85	-4,35
Dépenses total et prêts nets	1 411,60	1 665,04	2 146,47	2 127,61	2 177,42	2 499,95
PIB	6 995,31	7 605,12	7 497,70	8 920,42	9 369,19	10 121,95
Part des dépenses publiques dans le PIB (en %)	4,3	4,5	7,6	5,0	4,5	24,7
Part des dépenses totales et prêts nets dans le PIB (en %)	20,2	21,9	28,6	23,9	23,2	4,3

Source : DGESS à partir des données du TOFE.

III.1.3. Soldes budgétaires et financement

III.1.3.1 Principaux soldes caractéristiques

Il s'agit du solde global base engagement, du solde global base caisse et du solde budgétaire de base. Ces soldes sont tous ressortis déficitaires en 2020.

a) Solde global base engagement

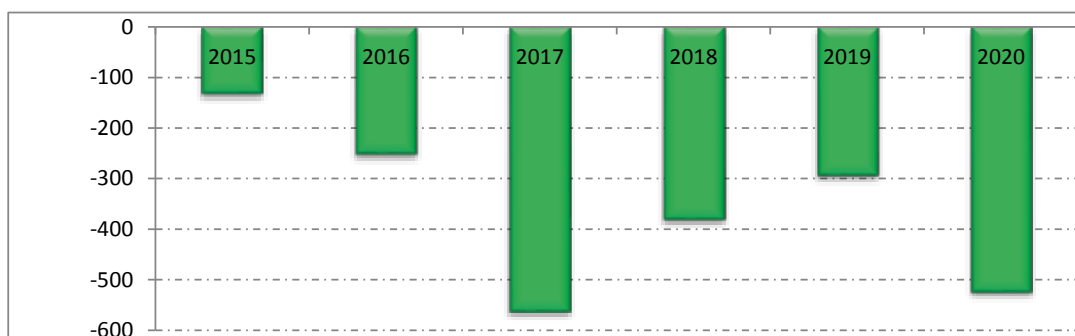
Le solde global base engagement est ressorti à -524,61 milliards FCFA à fin décembre 2020 contre -295,45 milliards FCFA à la même période de l'exercice

⁵ Le solde global base engagement mesure l'écart entre les ressources (recettes totales et dons) et les dépenses (dépenses totales et prêts nets)

⁶ Le solde budgétaire de base s'obtient en déduisant des recettes hors dons, les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources propres. Il permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.

précédent, en dégradation de 229,16 milliards FCFA. En 2020, ce solde a représenté -5,2% du PIB nominal contre -3,2% en 2019.

Graphique 14 : Évolution du solde global base engagement sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



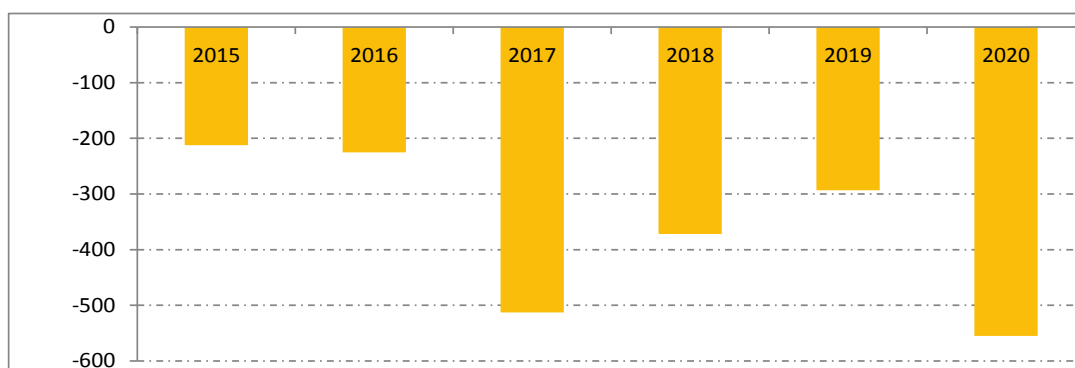
Source : DGESS à partir des données du TOFE.

b) Solde budgétaire de base

Le solde budgétaire de base s'est situé à -555,17 milliards FCFA en 2020 contre -293,23 milliards FCFA en 2019, soit une dégradation de 261,95 milliards FCFA. Rapporté au PIB nominal, le solde budgétaire de base a représenté -5,5% en 2020 contre -3,1% en 2019.

L'aggravation du déficit en 2020 se justifie par la baisse des recettes propres (-5,1% par rapport à 2019) conjuguée à une hausse des dépenses courantes (+4,9% par rapport à 2019) et les dépenses d'investissement sur ressources propres (+3,3% par rapport à 2019). Aussi, la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité communautaire intervenue le 27 avril 2020 suite à la pandémie a favorisé cette aggravation.

Graphique 15 : Évolution du solde budgétaire de base sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



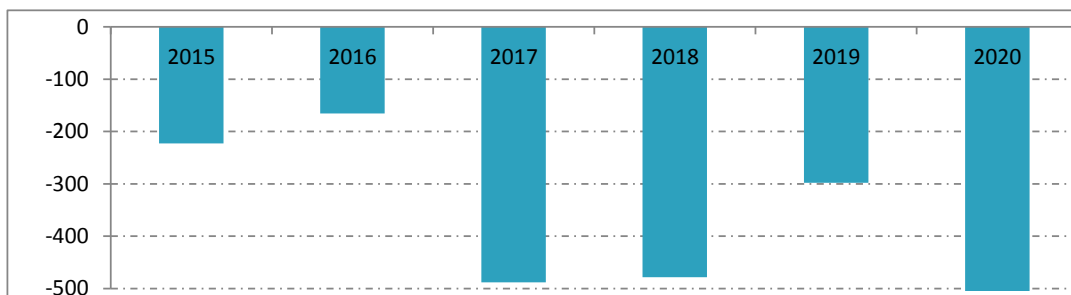
Source : DGESS à partir des données du TOFE.

⁷ Le solde global base caisse correspond à la différence entre les recettes totales y compris les dons et les dépenses totales et prêts nets augmentée des ajustements caisses.

c) Solde global base caisse

Le solde budgétaire global base caisse s'est affiché à -532,83 milliards FCFA à fin décembre 2020 contre -298,04 milliards FCFA à la même période en 2019, traduisant une aggravation du déficit de 234,79 milliards FCFA. Ce solde a représenté -2,1% du PIB nominal en 2020 contre -2,2% en 2019.

Graphique 16 : Évolution du solde global base caisse sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



Source : DGEES à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

Le solde global base caisse a évolué en dent de scie sur la période 2015-2020. Le plus faible niveau de déficit de ce solde a été enregistré en 2016 (160,40 milliards FCFA) et le déficit le plus élevé en 2020 (532,83 milliards FCFA).

III.1.3.2 Financement du déficit

Le financement du déficit base caisse a été couvert à hauteur de 531,71 milliards FCFA en 2020 contre 294,09 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 80,8%.

a) Financement extérieur

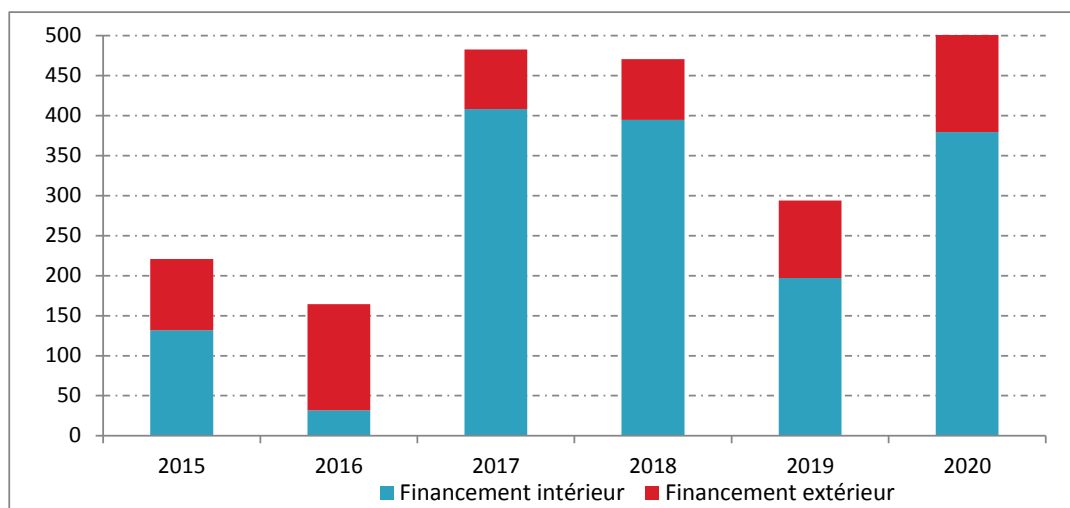
Le financement extérieur net s'est établi à 152,41 milliards FCFA à fin décembre 2020 contre 97,15 milliards FCFA à la même période de l'exercice précédent, soit une hausse de 56,9% (+55,25 milliards FCFA). Il est composé des décaissements obtenus à hauteur de 213,77 milliards FCFA, diminué de l'amortissement de la dette extérieure de 61,36 milliards FCFA.

b) Financement intérieur

Le financement intérieur net a été de 379,31 milliards FCFA en 2020 contre un niveau de 196,93 milliards FCFA en 2019, enregistrant ainsi une hausse de 92,6% (+182,37 milliards FCFA).

⁸ C'est l'ensemble des prêts moins les remboursements en capital consentis par tous les agents résidents de l'économie, en dehors de ceux qui sont considérés comme faisant partie de l'État.

Graphique 17 : Evolution du financement sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.

III.2 ANALYSE DE L'EVOLUTION DES APPUIS BUDGETAIRES

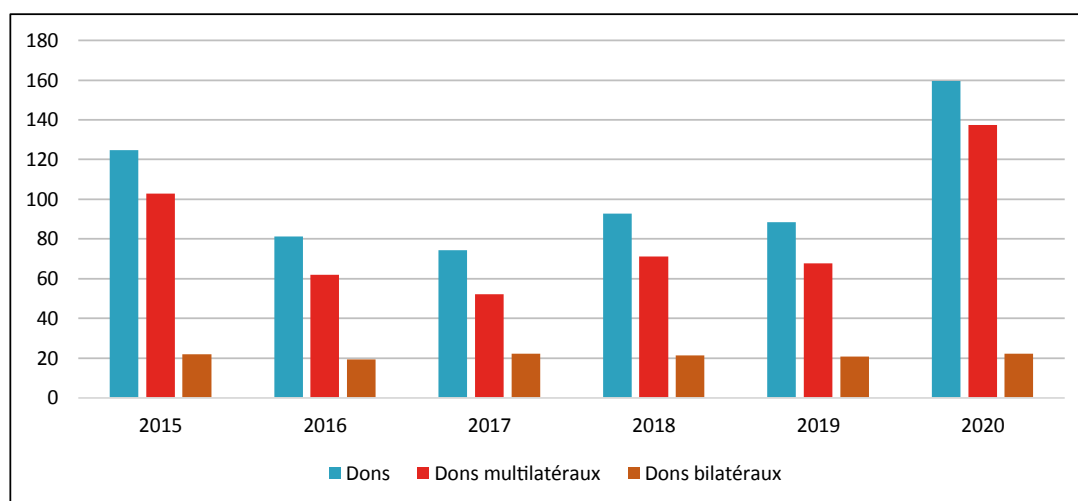
En 2020, les appuis budgétaires sont ressortis en hausse de 78,1% (+150,18 milliards FCFA) par rapport à leur niveau en 2019. En effet, le montant a été mobilisé à hauteur de 342,35 milliards FCFA contre 192,17 milliards FCFA en 2019. Principalement, cette hausse se justifie par le soutien des partenaires techniques et financiers (105,10 milliards FCFA) au gouvernement pour faire face aux effets de la pandémie de la COVID-19.

III.2.1. Dons

Le montant des dons a enregistré une variation en dents de scie passant de 124,83 milliards FCFA en 2015 à 159,68 milliards FCFA en 2020. Ils ont représenté 46,7% des appuis budgétaires en 2020 contre 46,0% en 2019 représentant une hausse de 71,30 milliards FCFA.

La part des dons multilatéraux a représenté 86,1% du montant total des dons contre 13,9% pour les dons bilatéraux en 2020. En 2019, la part de dons multilatéraux a représenté 76,5% contre 23,5% pour les bilatéraux.

Graphique 18 : Evolution des dons reçus (type de partenaires) au titre des appuis budgétaires sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de la DGCOOP

Sur la période 2015-2020, les dons reçus proviennent essentiellement des partenaires multilatéraux (en moyenne 78,0% des dons reçus au titre des appuis budgétaires).

III.2.2. Prêts

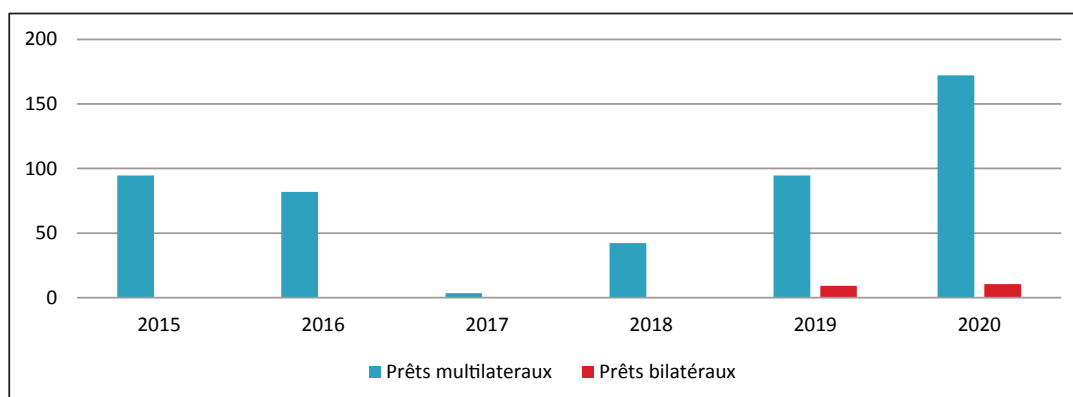
Le montant reçu des partenaires financiers par le Burkina Faso sous forme de prêts en 2020, s'est établi à 182,68 milliards FCFA contre 103,79 milliards FCFA en 2019, soit une importante hausse de 78,89 milliards FCFA (+76,0%). Cette hausse des prêts s'explique par l'apport exceptionnel (69,30 milliards FCFA) du FMI pour lutter contre les effets de la COVID-19.

Sur la période 2015-2018, les prêts décaissés au titre des appuis budgétaires proviennent exclusivement des partenaires multilatéraux.

En 2019 et 2020, la France a contribué exceptionnellement pour des montants respectifs de 9,18 milliards FCFA et de 10,50 milliards FCFA.

⁹ Les données proviennent de la Direction générale de la coopération (DGCOOP).

Graphique 19 : Evolution des prêts contractés au titre des appuis budgétaires sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données du TOFE 2015 à 2020.

Tableau 4 : Synthèse des appuis budgétaires par type de partenaires sur la période 2015-2020 (en milliards FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Multilatérale	197,44	144,00	55,65	113,45	162,25	309,62
Prêts	94,64	81,98	3,53	42,20	94,61	172,18
Dons	102,80	62,02	52,11	71,2	67,65	137,44
Bilatérale	22,03	19,35	22,24	21,45	29,92	32,73
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	9,18	10,50
Dons	22,03	19,35	22,24	21,45	20,74	22,23
Total appuis budgétaires	219,47	163,35	77,89	134,90	192,17	342,35
Prêts	94,64	81,98	3,53	42,20	103,79	182,68
Dons	124,83	81,37	74,36	92,70	88,38	159,68

Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2015 à 2020.



III.3 MOBILISATION DE L'ÉPARGNE NATIONALE ET SOUS RÉGIONALE

Encadré 4 : Définition de quelques concepts (Bons, Obligations, Emissions et Maturité)

1. Bons Assimilables du Trésor (BAT)

Les Bons Assimilables du trésor « BAT » sont des titres de créances à court terme (maturité de moins de deux ans) émis par l'Etat par voie d'adjudication. Un titre assimilable est un titre qui peut être émis une première fois pour une taille déterminée, puis abonder dans le cadre de nouvelles émissions. Chaque nouvelle tranche de titre émise est rattachée aux tranches antérieures et possède les mêmes caractéristiques (nominal unitaire, date de maturité, base de calcul des intérêts). Seul les taux et les dates d'émission changent.

2. Obligations Assimilables du Trésor

Les Obligations Assimilables du Trésor « OAT » sont des titres de créances à moyen et long terme (maturité supérieure ou égale à trois ans), émis par l'Etat par voie d'adjudication. Un titre assimilable est un titre qui peut être émis une première fois pour une taille déterminée, puis abonder dans le cadre de nouvelles émissions. Ces Obligations sont dites assimilables car chaque nouvelle tranche de titre émise est rattachée aux tranches antérieures et possèdent les mêmes caractéristiques (identifiant ISIN, nominal unitaire, coupon, dates de détachement des coupons, dates de paiement de principal, date de maturité, base de calcul des intérêts). Seuls les prix d'émissions ainsi que les dates des émissions changent.

3. Emission par adjudication et émission par syndication

Il existe deux voies d'émissions de titres publics pour les Etats de l'Union. Il s'agit de l'adjudication et de la syndication.

L'adjudication est une vente aux enchères des titres publics (BAT et OAT).

La syndication renvoie à un regroupement de plusieurs partenaires, généralement des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), dans le but de réaliser une opération financière (levée de fonds par exemple). C'est le rassemblement de ces SGI qui est dénommé « syndicat ».

4. La maturité

La maturité est la durée de vie des titres. S'il s'agit d'un bon, la durée peut être 1 mois, 3 mois, 6 mois et 12 mois.

Les maturités des obligations sont supérieures ou égales à 3 ans.

Au titre de l'année 2020, l'État burkinabè, à travers le Trésor public, a poursuivi sa politique de mobilisation de l'épargne nationale et sous régionale en vue de faire face aux besoins de trésorerie et pour le financement des projets et programmes de développement.

A cet effet, un calendrier annuel d'émissions de titres publics a été élaboré dont la mise en œuvre a permis d'organiser trente une (31) émissions pour un montant de 1 072,97 milliards FCFA contre vingt-quatre (24) émissions en 2019 pour 690,32 milliards FCFA, soit une hausse de 55,4% (+382,64 milliards FCFA).

Cette situation est en lien avec la maladie à corona virus. Ces émissions sont constituées de bons assimilables de trésor et des obligations du trésor.

III.3.1. Bons Assimilables¹⁰ du Trésor

En 2020, un montant total de 437,19 milliards FCFA a été mobilisé à travers quinze (15) émissions de bons contre 327,52 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 33,5% (+109,67 milliards FCFA).

Cette évolution est en lien avec les mesures prises par la BCEAO pour atténuer les effets de la COVID-19. En effet, dans le cadre de ces mesures, des Bons Social Covid-19 ont été émis par les Etats de l'UEMOA dans le deuxième trimestre de l'année 2020. Il s'agissait de bons d'une maturité de trois mois avec des taux de soumission pour les investisseurs plafonnés à 3,8% par la BCEAO. A cet effet, le Burkina Faso a procédé à l'émission d'une première série de bons COVID-19 d'une maturité de trois mois pour un montant de 80,00 milliards FCFA et une seconde série de 50,00 milliards de FCFA.

Globalement, les émissions de bons se sont caractérisées en 2020 par un taux de souscription moyen de 342,9% de couverture contre un taux de 243,1% en 2019. Cette situation traduit la confiance renouvelée du marché financier à la signature souveraine du Burkina Faso.

Par ailleurs, il est observé une baisse des coûts de la mobilisation des ressources. En effet, les taux moyens pondérés des bons ont connu une baisse quel que soit la maturité (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 5 : Evolution des taux moyens pondérés (TMP) en 2019 et en 2020

TMP	Taux moyen pondéré minimum			Taux moyen pondéré maximum		
	3 mois	6 mois	12 mois	3 mois	6 mois	12 mois
2020	2,2501%	4,78460%	4,30%	3,9658%	4,9648%	5,3673%
2019	5,3327%	6,1619%	4,9490%	5,8103%	6,1619%	6,4290%
Écart	-3,0826%	-1,3773%	-0,6490%	-1,8445%	-1,1971%	-1,0617%

Source : DGESS à partir des données du TOFE de 2019 à 2020.

¹⁰ L'assimilation consiste à émettre une première fois un titre pour une taille donnée puis abonder dans le cadre de nouvelles émissions

III.3.2. Obligations du Trésor

Concernant les obligations du trésor, un montant de 635, 77 milliards FCFA a été mobilisé en 2020 sur le marché financier régional de l'UEMOA, à travers seize (16) émissions dont quatorze (14) par adjudication et deux (2) par appel public à l'épargne (APE) contre 362,80 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 75,2% (+272,97 milliards FCFA). Cette situation est conforme à la stratégie d'endettement qui est d'allonger la maturité de la dette.

Ces émissions se sont caractérisées en 2020 par un taux de souscription moyen de 246,5% contre un taux de 188,0% en 2019 traduisant l'appétence des investisseurs. Tout comme pour les bons, les coûts des obligations ont connu une baisse. En effet, les rendements moyens pondérés des obligations ont connu une baisse quel que soit la maturité (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 6 : Evolution des rendements moyens pondérés en 2019 et en 2020

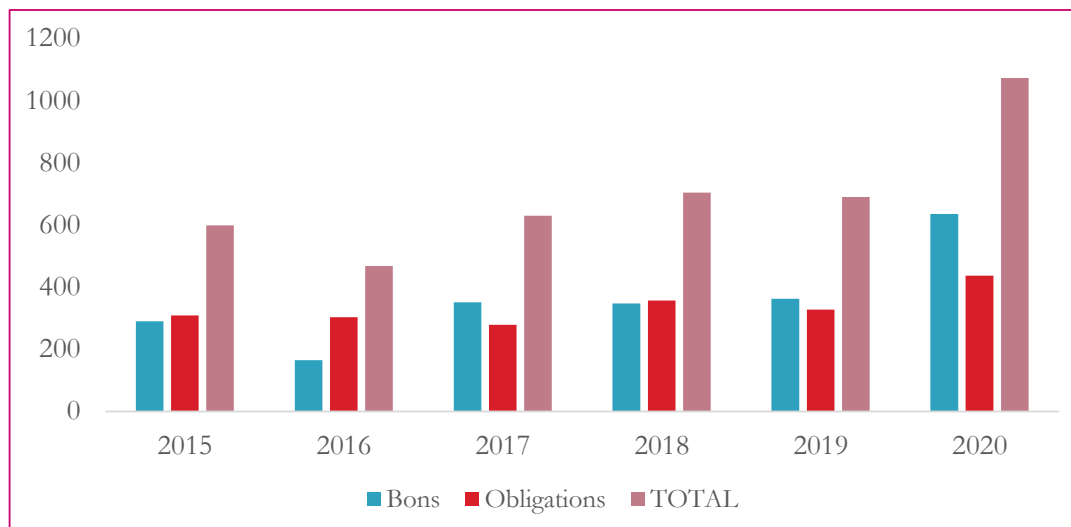
Rendement	Minimum				Maximum			
Maturité	3 ans	5 ans	7 ans	8 ans	3 ans	5 ans	7 ans	8 ans
2020	5,38%	6,25%	6,41%	6,50%	6,07%	6,41%	6,41%	6,50%
2019	6,65%	6,59%		6,50%	7,58%	6,72%		6,50%
Écart	-1,27%	-0,34%		0,00%	-1,51%	-0,31%		0,00%

Source : DGTCP//DAMOF, situation des émissions des titres publics 2019 et 2020

Ces obligations présentent des caractéristiques qui sont, entre autres :

- ✓ les émissions d'obligation par adjudication déterminées par des maturités de 3, 5, 7 et 8 ans, des montants mis en adjudication qui varient entre 20,00 et 40,00 milliards FCFA, des montants retenus entre 22,00 et 40,40 milliards FCFA et des taux de souscription entre 133,4% et 589,3%;
- ✓ les émissions d'obligation par syndication ou appel public à l'épargne déterminées par des maturités de 8 ans, des montants nominaux de 80,00 et 130,00 milliards FCFA et des montants retenus de 132,56 et 140,00 milliards FCFA. Les taux de souscription varient entre 102,0% et 175,0%.

Graphique 20 : *Évolution des bons et obligations de 2015-2020 (en milliards FCFA)*



Source : DGESS à partir des données sur la situation des émissions des titres publics 2019 et 2020 de la DGTCP/DAMOF.

III.4 ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Encadré 5 : *Définition de l'encours et du service de la dette*

- 1- **L'encours de la dette publique** est le montant décaissé des emprunts non encore remboursés ;
- 2- **Le service de la dette** représente le principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée

L'analyse de l'évolution de la dette publique porte sur l'encours et le service de la dette publique. L'encours de la dette publique a connu une croissance annuelle moyenne de 16,3% sur la période 2015-2020. Quant au service de la dette, il a enregistré sur la période sous revue une croissance continue avec une moyenne annuelle de 25,3%.

III.4.1. Encours de la dette publique

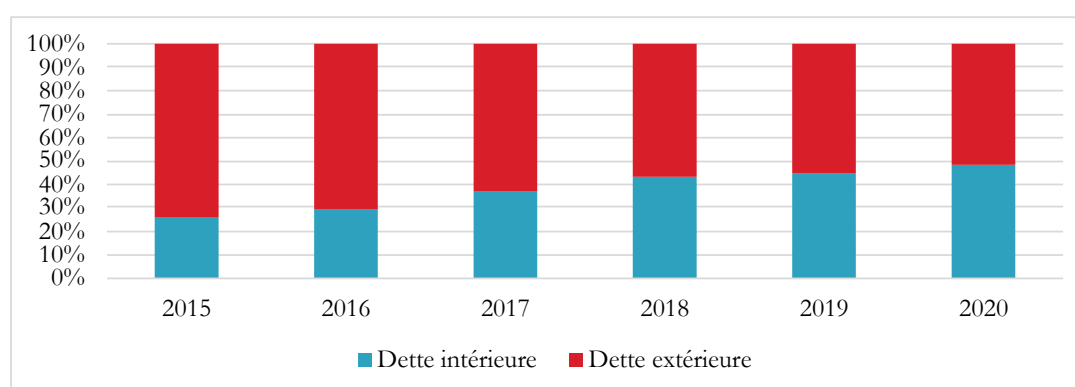
En 2020, le montant de l'encours de la dette s'est établi à 4 777,67 milliards FCFA contre 3 967,53 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 20,4%, portée principalement par la composante intérieure (+30,0%). En effet, la composante intérieure de la dette a enregistré une hausse de 534,47 milliards FCFA en 2020 pour se situer à 2 313,42 milliards FCFA. La composante extérieure a également enregistré une hausse de 12,6% en 2020.

¹¹ Le calcul de cet encours intègre la dette des sociétés d'Etat et des Collectivités

La hausse de la dette publique s'explique, entre autres, par la mobilisation de nouveaux financements au titre de la dette extérieure (les nouveaux décaissements), l'émission de nouveaux titres publics (Bons et Obligations) ainsi que le financement de la voie de contournement et les crédits à court terme octroyés par certaines banques de la place.

L'encours de la dette rapporté au PIB nominal a représenté 47,2% en 2020, en hausse de 4,9 points de pourcentage par rapport à 2019. Le niveau de ce ratio reste en dessous du seuil communautaire fixé à 70,0% au maximum.

Graphique 21 : Structure de l'encours de la dette publique sur la période 2015-2020 (en %)



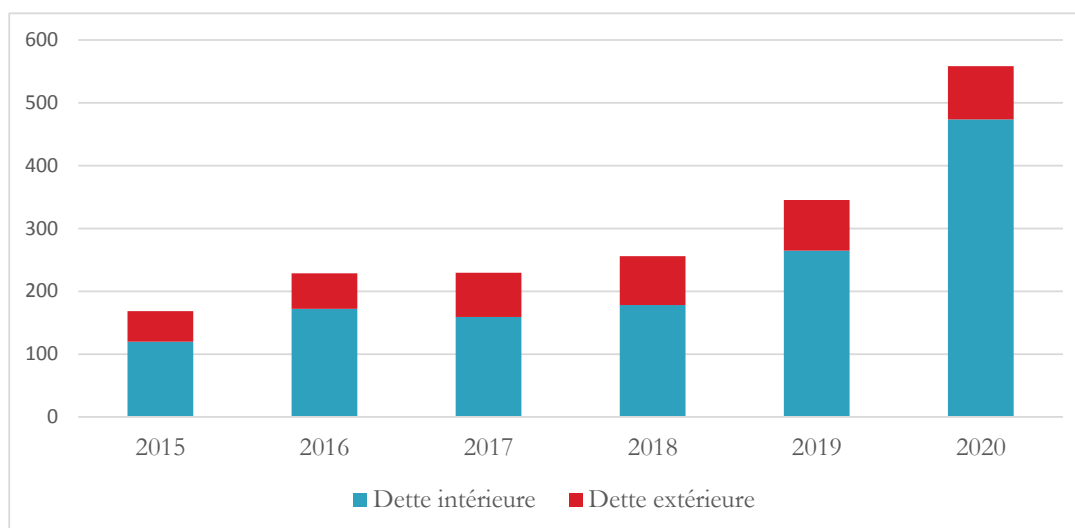
Source : DGESS à partir du bulletin statistique 2020 de la dette publique de la DGTCP, avril 2021

L'examen du graphique indique que la part de l'encours de la dette intérieure augmente d'année en année. Cette situation serait liée en grande partie aux efforts déployés par les autorités pour la mobilisation de fonds sur les marchés financiers intérieur et sous régional.

III.4.2. Service de la dette publique

Le service de la dette publique est passé de 345,07 milliards FCFA en 2019 à 558,53 milliards FCFA en 2020, soit un accroissement de 61,9% (+213,46 milliards FCFA), porté principalement par la dette intérieure. En effet, le service de la dette intérieure a augmenté de 79,0% (+209 milliards FCFA) en 2020 en lien avec un nombre important d'échéance de remboursement des bons et obligations antérieurs. Quant au service de la dette extérieure, il s'est établi à 84,91 milliards FCFA en 2020, en hausse de 5,6% (+4,46 milliards FCFA) par rapport à 2019.

Graphique 22 : Evolution du service de la dette publique par composante sur la période 2015-2020



Source : DGESS à partir du bulletin statistique 2020 de la dette publique de la DGTCP

Sur la période sous revue, contrairement à l'encours de la dette, le service de la dette est majoritairement constitué de la composante intérieure. Cette situation serait due au recours de plus en plus accru ces dernières années au financement domestique notamment les titres publics (bons et obligations du Trésor) qui sont des instruments dont les maturités sont de 3 à 12 mois pour les bons et de 3 à 8 ans pour les emprunts obligataires IAP à partir de la note technique économique mars 2021

Tableau 7 : Évolution de la situation de la dette publique sur la période 2015-2020

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Service de la dette	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07	558,53
<i>Dette intérieure</i>	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62	473,62
<i>Dette extérieure</i>	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45	84,91
Encours de la dette	2188,51	2497,04	2767,19	3365,95	3967,53	4777,67
<i>Dette intérieure</i>	573,46	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96	2 313,42
<i>Dette extérieure</i>	1615,05	1766,07	1742,99	1909,56	2188,57	2464,25
PIB nominal	6 995,31	7 605,12	8 191,30	8 920,42	9 369,19	10 121,95
Encours de la dette (en % du PIB)	31,3%	32,8%	33,8%	37,7%	42,3%	47,2%
<i>Dette intérieure</i>	8,2%	9,6%	12,5%	16,3%	19,0%	22,9%
<i>Dette extérieure</i>	23,1%	23,2%	21,3%	21,4%	23,4%	24,4%

Source : DGTCP/DDP à partir du bulletin statistique 2020 de la dette publique, avril 2021 et DGEP /DPAM, IAP à partir de la note technique économique de mars 2021





IV.

SUIVI DE QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES



Encadré 6 : Définition des indicateurs macroéconomiques

1. Ratio du solde budgétaire global dons compris (base engagement) au PIB nominal

Le solde global en % du PIB représente le rapport entre les recettes totales dons y compris net des dépenses totales et prêts nets et le Produit intérieur brut nominale.

2. Taux d'inflation en moyenne annuelle

Le taux d'inflation annuel moyen est la variation du niveau de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) entre deux années consécutives. Il mesure entre deux périodes l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages

3. Encours de la dette rapporté au PIB nominal

Il représente le montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés en proportion du PIB nominal

4. Masse salariale sur recettes fiscales

Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales représente l'ensemble des salaires et traitements rapporté aux recettes fiscales

5. Taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal

Cet indicateur mesure le poids des impôts dans l'économie d'un pays.

6. Investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales

La part relative des investissements sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales est le rapport entre les dépenses d'investissements financés par l'Etat et le montant total des recettes fiscales du budget de l'Etat

7. Réserves brutes en mois d'importation

Les réserves de change comprennent les avoirs de la banque centrale en or, en droits de tirage spéciaux (DTS), en devises et autres créances.

Les importations portent sur l'ensemble des acquisitions en biens et services en provenance de l'étranger.

8. Variation du taux de change nominal

La variation du taux de change nominal d'une monnaie (X) par rapport à une autre (Y) est l'évolution relative de ce taux, qui se fixe sur le marché des changes, sans prendre en compte les différences de pouvoirs d'achat des deux devises respectives.

Avec l'avènement de la crise sanitaire liée à la COVID-19, les économies des Etats membres de l'UEMOA, traversent des situations particulièrement difficiles. Cette situation impose aux Etats de nouvelles priorités en matière de dépenses. Afin de permettre aux Etats de disposer d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour y faire face, la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement (CCEG), réunie le 27 avril 2020, a décidé de la suspension temporaire de l'application du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité (PCSCS) entre les Etats membres de l'UEMOA.

Toutefois, l'exercice de la surveillance multilatérale dans les Etats membres de l'UEMOA se poursuit conformément à la recommandation n°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités de l'exercice de la surveillance multilatérale dans les Etats membres de l'UEMOA pendant la période de suspension du Pacte.

Il convient de rappeler que tous les Etats membres de l'UEMOA sont engagés dans le processus de création de la monnaie unique de la CEDEAO. Dans ce cadre, lors de sa cinquante-neuvième (59ème) session ordinaire tenue à Accra le 19 juin 2021, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a adopté le nouveau Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO. La phase de convergence couvre la période allant de 2022 à 2026 et la phase de stabilité débute à partir du 1er janvier 2027. L'ancien pacte étant arrivé en échéance le 31 décembre 2019.

Les indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso en 2020 se présentent comme suit :

- **Ratio du solde budgétaire global dons compris (base engagement) au PIB nominal** : il s'est situé à -5,3%, en détérioration de 3,0 points de pourcentage, pour un objectif de -3,0% fixé dans le Programme pluriannuel de convergence (PPC) 2020-2024 du Burkina Faso.
- **Taux d'inflation en moyenne annuelle** : ce taux a été de 1,9% en 2020 contre -3,2% en 2019. L'objectif affiché dans le PPC pour 2020 étant de 1,9%.
- **Encours de la dette rapporté au PIB nominal** : ce ratio a été de 47,1 % en 2020, après 42,2% enregistré en 2019 en dégradation 4,9 points de pourcentage, l'objectif fixé pour 2020 étant de 43,4%.
- **Masse salariale sur recettes fiscales** : en 2020 la masse salariale rapportée aux recettes fiscales a été de 65,2% après 59,3% réalisé

¹² L'encours de la dette ici ne prend pas en compte les prêts des sociétés d'Etat

en 2019 pour une cible de 53,9% en 2020.

- **Taux de pression fiscale** : ce taux s'est situé à 13,5% en 2020, en recule de 1,6 point de pourcentage par rapport à 2019, la cible fixée pour 2020 dans le cadre du PPC étant de 17,9%.
- **Investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales** : ce ratio s'est établi à 31,6% en 2020 contre 29,5% en 2019 en amélioration de 2,1 points de pourcentage
- **Réserves brutes en mois d'importation** : elles se sont améliorées en 2020 en se situant 5,9 mois d'importation, après 5,7 mois en 2019
- **Variation du taux de change nominal** : elle s'est située à 1,0% en 2020 après une variation de -2,8% enregistrée en 2019.

Tableau 8 : Indicateurs macroéconomiques au titre de 2019 et 2020*

	Réal. 2019	Objectifs. 2020 ¹	Réal. 2020
Ratio solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal (en %)	-2,3	-3,0	-5,3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	-3,2	1,9	-3,2
Ratio de l'encours total de la dette publique sur PIB nominal (en%) ²	42,2	43,4	47,1
Ratio masse salariale sur les recettes fiscales (en %)	59,3	53,9	65,2
Taux de pression fiscale (en %)	15,1	17,9	13,5
Investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales (%)	29,5	-	31,6
Réserves brutes en mois d'importation	5,7	-	5,9
Variation du taux de change nominal (en %)	-2,8	-	1,0

Source : CNPE, bases de données surveillance multilatérale (BDSM, ECOWAS et ECOMAC) juin 2021 *le calcul des indicateurs a été fait sur la base des PIB rebasés et le TOFE MSFP 2014

¹³ PPC 2020-2024

¹⁴ Intègre aussi bien l'encours de la dette de l'État central que celui de ses démembrements





V.

DIFFICULTES, DEFIS ET PERSPECTIVES



V.1 DIFFICULTES

Les difficultés relevées se rapportent à la mobilisation des ressources et à l'exécution des dépenses.

V.1.1. Difficultés liées à la mobilisation des ressources

Dans le cadre de la mobilisation des ressources, les difficultés recensées sont entre autres :

- l'inaccessibilité de certaines zones due au contexte sécuritaire que connaît notre pays et qui bloque de ce fait les opérations de recouvrement des impôts et taxes ;
- la morosité de l'activité économique suite à l'apparition de la pandémie de la COVID-19 ;
- la persistance de la fraude douanière et de l'incivisme fiscal ;
- l'insuffisance de dotation des moyens PAP et leur mise à disposition tardive au profit des Unités de recouvrement qui entrave le bon fonctionnement des services ;
- la lenteur dans l'enregistrement des opérations de recouvrement, lié à l'indisponibilité de l'électricité dans certaines localités ;
- le dysfonctionnement des logiciels métiers tels SINTAX et SYDONIA dû à l'indisponibilité ou l'instabilité du RESINA.
- la faible mobilisation des recettes de services dans certains départements ministériels liée à la non implication de leurs premiers responsables ;
- la perte de dividendes dus à l'État par les sociétés minières en raison de la pratique abusive du report de résultats ;
- les lenteurs constatées dans le paiement des avis de crédit sur les impôts et taxes pris en charge par l'Etat ;
- le faible recouvrement par Avis à Tiers Détenteurs (ATD) dû à la faible collaboration des banques et des particuliers ;
- la faible implication des élus locaux dans les actions de recouvrement et de sensibilisation ;
- la faible dotation budgétaire de certaines structures pour la satisfaction des conditions préalables aux décaissements des appuis budgétaires

- entraînant des non décaissements dans les périodes définies ;
- les problèmes de localisation des contribuables immatriculés au CEFORE (déménagement sans aviser le service des impôts, fausses références cadastrales) ;
- l'insuffisance de moyens matériels pour les services du cadastre et des travaux fonciers
- l'insuffisance de formation dans les logiciels métiers induisant des erreurs d'utilisations.

V.1.2. Difficultés liées à l'exécution des dépenses

En matière d'exécution des dépenses, les difficultés majeures se rapportent principalement à :

- l'instabilité du réseau informatique, entraînant souvent le dysfonctionnement des logiciels métiers tels le CID, SIGASPE, SIMP, CIFE, qui impacte négativement les délais de traitement des dossiers ;
- le retard accusé par les structures bénéficiaires de crédits dans la transmission des pièces justificatives et leur qualité constitue la principale difficulté quant à la production diligente des rapports de vérification indispensables au déblocage de fonds ;
- la faible maîtrise des procédures de passation et d'exécution de la commande publique par certains acteurs de la chaîne de dépense publique ne permet pas une célérité dans le traitement des dossiers ;
- le faible suivi de l'exécution des contrats notamment dans les contrats de travaux publics ;
- le manque d'anticipation dans le montage des dossiers d'appels à concurrence, entraînant un retard dans la mise en œuvre du Plan de passation des marchés (PPM) ;
- la réaction tardive de certains PTF pour la délivrance des avis de non objection ;
- l'insuffisance de personnes qualifiées dans les sous-commissions techniques pour certains domaines d'activités ;
- la mobilité du personnel dans certains ministères impactent négativement la gestion des programmes ou des activités ;
- la défaillance des bureaux chargés du suivi contrôle dans le cas des réalisations des ouvrages ;

- la non harmonisation de la nomenclature des biens et services entre les cahiers de charge et la mercuriale des prix ;
- l'insuffisance de formation dans les logiciels métiers et dans le contrôle sur pièces et sur place.
- la faible appropriation de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissements en AE/CP.

V.2 PRINCIPAUX DEFIS

Pour une meilleure efficacité dans la gestion des finances publiques, les défis suivants doivent être relevés.

V.2.1. Défis d'ordre général

Les principaux défis d'ordre général à relever sont les suivants :

- renforcement de la lutte contre l'insécurité et le terrorisme ;
- maîtrise des effets de la pandémie à COVID 19 ;
- amélioration du dialogue et du climat social au sein de l'administration publique ;
- amélioration du climat des affaires ;
- amélioration du système d'information financière et de reporting ;
- dynamisation du réseau informatique pour un bon fonctionnement des logiciels métiers ;
- amélioration de la programmation et du suivi des investissements ;
- poursuite de l'élaboration du bilan d'ouverture de l'État.

V.2.2. Défis liés à la mobilisation des ressources

Les principaux défis liés à la mobilisation des ressources sont les suivants :

- optimisation de la mobilisation de ressources intérieures et extérieures ;
- amélioration de la fluidité du réseau informatique et du fonctionnement des logiciels métiers ;
- mise en exploitation du système de gestion automatisée des recettes de services (SYGARS) ;
- renforcement de la lutte contre la fraude, le faux et la corruption ainsi que le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- mise en place du cadastre fiscal ;
- poursuite de l'informatisation des offices non connectés au SYDONIA ;
- amélioration du civisme fiscal.

V.2.3. Défis liés à l'exécution des dépenses

En matière d'exécution des dépenses, les principaux défis à relever sont :

- renforcement de l'efficacité et la qualité de la dépense publique;
- amélioration de la fluidité du réseau informatique et le fonctionnement des logiciels métiers tels que CID, SIGASPE, SIMP, CIFE ;
- promotion du dialogue de gestion ;
- relecture de la réglementation sur la commande publique ;
- poursuite de l'adaptation des outils de la programmation et de l'exécution budgétaire à l'approche budget programme ;
- renforcement de la gouvernance dans la commande publique.

V.3 PERSPECTIVES

Les actions majeures en matière de politique économique et financière se présentent comme suit :

V.3.1. En matière des recettes propres

En matière d'amélioration de la mobilisation des recettes propres, il s'agira de :

- renforcer les capacités des vérificateurs en matière de classement tarifaire, valeur transactionnelle et origine ;
- opérationnaliser la Direction de la valeur, de l'analyse du risque et du renseignement (DVAR) ;
- poursuivre l'interfaçage entre SYLVIE et SYDONIA ;
- opérationnaliser l'Observatoire pour célérité des opérations douanières (OCOD) ;
- redéfinir les compétences des bureaux frontières pour réduire le transit avec ses risques de déchargement frauduleux ;
- suivre régulièrement les activités des commissionnaires en douane ;
- mettre en œuvre le nouvel organigramme de la DGI avec l'opérationnalisation de la direction de prospective et des services de recensement fiscal dans les Directions des centres des impôts (DCI) ;
- poursuivre l'opérationnalisation de l'infocentre ;

- poursuivre l'identification et la localisation des contribuables ainsi que leur mise à jour dans le logiciel IFU ;
- poursuivre la mise œuvre de la stratégie de gestion des RAR ;
- poursuivre l'opérationnalisation de la facture normalisée au niveau du réel simplifié ;
- assurer la protection des agents de recouvrement à travers un dispositif sécuritaire lors des sorties de recouvrement sur toute l'étendue du territoire national ;
- améliorer la couverture du contrôle fiscal ;
- rationaliser les avantages fiscaux surtout ceux accordés aux multinationales ;
- sensibiliser les premiers responsables des ministères et institutions pour leur implication effective dans la mobilisation des recettes de service ;
- poursuivre les activités de prospection de nouvelles recettes de service ;
- poursuivre la mise en place du Compte unique du Trésor ;
- renforcer le contrôle des résultats d'exploitation au niveau des sociétés minières et des opérateurs de téléphonie mobile ;
- poursuivre l'interconnexion du système informatique de la douane avec ceux des pays voisins (Mali, Ghana et Benin) ;
- étendre l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina avec celui de la Cote d'Ivoire au transport ferroviaire ;
- poursuivre la modernisation des administrations fiscale et douanière par la simplification des procédures (télédéclaration, télépaiement, l'échange des informations entre la DGI et la DGD à travers l'interfaçage des plateformes SYDONIA World et SINTAX ainsi que l'exploitation des bases de données, etc.);
- intensifier les contrôles dans le cadre de la lutte contre la fraude, à travers la sécurisation des quittanciers et l'informatisation de leur gestion ;
- poursuivre les actions de communication institutionnelle et de sensibilisation en vue du renforcement du dialogue à l'endroit des usagers et des partenaires pour un plus grand civisme fiscal ;
- dynamiser les échanges et les recoupements d'informations entre les régies de recettes d'une part et entre les régies de recettes et les

autres structures de l'État (DGTMM, CNSS, SONABEL, ONEA, SONAGESS...) d'autre part ;

- mettre en œuvre les stratégies immobilière et d'équipement de l'État
- renforcer les contrôles ponctuels TVA ciblés sur les contribuables assujettis mais contribuant faiblement grâce aux recoupements des statistiques douanières, des marchés publics, des dossiers de remboursements TVA, des activités d'enquêtes et de recoupement d'informations ;
- renforcer les contrôles sur pièces ciblés dans les grandes et moyennes entreprises,
- renforcer les contrôles de toutes les compagnies de transport aérien pour une application effective du rehaussement du tarif des prélèvements sur les billets d'avion ;
- implémenter un module de gestion des exonérations pour mieux lutter contre la fraude en matière de régime d'exonération ;
- contrôler et reclasser les contribuables sur la base des données du recensement des contribuables à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso ;
- opérationnaliser les activités de la 4ème Direction des moyennes entreprises à Ouaga avec la création supplémentaire de services d'assiette et de brigade.
- relancer les sociétés minières en vue du recouvrement des dividendes dus ;
- poursuivre et étendre l'opération de réimmatriculation du parc automobile sur toute l'étendue du territoire national ;
- suivre de façon rapprochée les acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- tenir les cadres de concertation avec les acteurs de la chaîne de mobilisation des recettes de service et suivre les recommandations y relatives ;
- poursuivre les activités de prospection de nouvelles recettes de service ;
- contrôler les sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu et relire les textes pour modifier la date d'exigibilité des royalties et autres redevances proportionnelles ;
- poursuivre la mise en œuvre du plan de contrôles des régies de recettes.

V.3.2. En matière de ressources extérieures

Les actions suivantes seront entreprises :

- mettre en œuvre la stratégie nationale de coopération au développement ;
- adopter et mettre en œuvre le référentiel sur la division du travail et la complémentarité entre les PTFs ;
- assurer la prise en compte effective de tous les projets sur financements extérieurs dans les différentes lois de finances ;
- déployer le logiciel CIFE dans les unités de gestion des projets et dans les DGESS ;
- améliorer la prévisibilité des ressources extérieures pour assurer une meilleure planification des dépenses ;
- améliorer la planification et le suivi des investissements sur ressources extérieures ;
- poursuivre la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du nouveau référentiel national de développement ;
- poursuivre le processus de relecture de la stratégie nationale sur les PPP et de la loi 020-13/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique des PPP au BF ;
- assurer la maîtrise de la modalité PPP en tant que source alternative efficace de financement du développement ;
- interconnecter la Plateforme de gestion de l'aide (PGA) et le CIFE ;
- renforcer le dialogue avec les partenaires au développement et notamment sur la nécessité de prendre en compte le défi sécuritaire dans les programmes de coopération ;
- développer des mécanismes d'adaptation et de résilience afin de poursuivre la mise en œuvre des projets et programmes de développement (développement porté par des organisations locales).

V.3.3. En matière de gestion des dépenses

Les actions suivantes seront entreprises :

- renforcer l'efficacité de la gestion des dépenses d'investissement ;
- poursuivre les actions de maîtrise de dépenses courantes ;

- poursuivre les efforts de soutien à la décentralisation ;
- poursuivre le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de la dépense publique ;
- dynamiser le dialogue de gestion (cadre de concertation) pour un suivi rapproché de l'exécution du budget dans les ministères et institutions ;
- renforcer les capacités des acteurs pour une meilleure budgétisation en AE/CP et un suivi rigoureux des investissements en cours d'exécution ;
- renforcer le processus d'évaluation des performances ;
- renforcer le rôle des responsables de programmes dans le pilotage du programme budgétaire à travers l'opérationnalisation du contrôle de gestion ;
- appliquer des sanctions prévues dans les textes réglementaires aux acteurs de la commande publique ;
- organiser un forum citoyen périodique sur la commande publique ;
- adopter la stratégie de mise en œuvre de la dématérialisation du processus de passation et de gestion des marchés publics et des délégations de services publics et opérationnaliser un pilote regroupant au moins 3 ministères dépen­si­ers ;
- sensibiliser toutes les directions générales à l'élaboration d'un plan stratégique ;
- poursuivre l'élaboration des textes d'application du contrôle modulé ;
- implémenter le plan d'engagement dans le Circuit intégré de la dépense (CID) ;
- procéder à la dissémination du rapport de l'évaluation MAPS ;
- former les acteurs sur la mise en œuvre des accords-cadres ;
- élaborer l'annuaire statistique sur la commande publique.

CONCLUSION

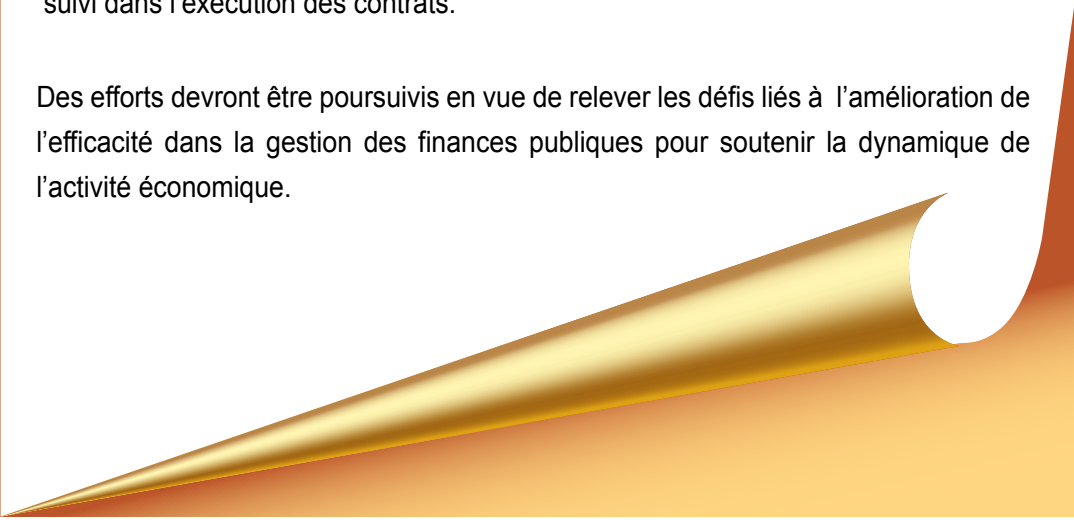


L'année 2020 a été marquée au niveau international par les effets dévastateurs de la pandémie de la maladie à coronavirus. Sur le plan national, le contexte a été caractérisé par une situation sécuritaire et sanitaire très difficiles impactant considérablement la gestion des finances publiques. En dépit de ce contexte très peu favorable, l'économie nationale s'est montrée résiliente en affichant un taux de croissance positif de 2,5%.

La mobilisation des recettes totales et dons s'est affichée à 1 975,34 milliards FCFA tandis que les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 2 499,95 milliards FCFA induisant un déficit global base engagement de 524,61 milliards FCFA. Ce déficit a représenté 5,2% du PIB nominal contre 3,2 % en 2019, en dégradation de 2 points de pourcentage.

Les performances dans la gestion des finances publiques ont été davantage limitées au cours de l'année 2020 par l'insécurité, le grand banditisme, la recrudescence de la fraude fiscale et douanière, l'incivisme fiscal, et l'insuffisance de suivi dans l'exécution des contrats.

Des efforts devront être poursuivis en vue de relever les défis liés à l'amélioration de l'efficacité dans la gestion des finances publiques pour soutenir la dynamique de l'activité économique.





ANNEXES



ANNEXE 1 : BIBLIOGRAPHIE

- ✓ CNPE, Rapport sur la situation économique et financière du Burkina Faso en 2020 ;
- ✓ DGCMEF, Rapport sur le contrôle de l'exécution du budget de l'État gestion 2020 ;
- ✓ DGB, Situation d'exécution du budget de l'État au 31 décembre 2020 ;
- ✓ DGI, Rapport d'activités 2020 de la Direction Générale des Impôts ;
- ✓ DGD, Rapport d'activités 2020 de la Direction Générale des Douanes ;
- ✓ DGEP, Note technique du budget économique, mars 2021 ;
- ✓ DGESE, Rapport 2020 de mise en œuvre des activités du MINEFID ;
- ✓ DGESE, Rapports sur les finances publiques 2019 ;
- ✓ DGESE, Annuaire statistique de l'économie et des finances 2010-2019 ;
- ✓ DGESE, Plan de travail annuel 2020 ;
- ✓ DGESE, base données annuelles et infra annuelles ;
- ✓ DGESE, Plan d'action pour l'optimisation des ressources propres ;
- ✓ DGESE, Plan d'action pour la rationalisation des dépenses publiques ;
- ✓ DGESE, rapport de performance 2020 CSD gouvernance économique
- ✓ DGTCP, TOFE séries 2015 à 2020 et annexes ;
- ✓ FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale, octobre 2020 et avril 2021 ;
- ✓ Site du Fonds Monétaire International ;
- ✓ Mémoire (du FMI) de politique économique et financière, mars 2020.

ANNEXE 2 : ÉQUIPE D'ELABORATION DU RAPPORT SUR LES FINANCES PUBLIQUES 2020

NOM	PRÉNOM (S)	FONCTIONS
SANE/CONGO	Aïssata	Directrice générale des études et des statistiques sectorielles
NANEMA	Marcellin	Directeur des statistiques sectorielles
BAYALA/OUEDRAOGO	Téné	Chef de service de production statistique
OUEDRAOGO	Franck Edouard	Chef de service du développement statistique
BAYALA	Bouboulé	Chargé de production des statistiques économiques et financières
GANSONRE	Ismaël	Chargé de production des statistiques économiques et financières
OUEDRAOGO	Franck Edouard	Chargé de production des statistiques économiques et financières
OUEDRAOGO	Mahamadi	Chargé de production des statistiques économiques et financières
ZIBA	Arnaud Didier	Chargé de production des statistiques économiques et financières
NIKIEMA	Joseph	Chargé de production des statistiques économiques et financières

ANNEXE 3 : LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER D'EXAMEN ET DE VALIDATION DU RAPPORT SUR LES FINANCES PUBLIQUES 2020

N°	NOM	Prénom(s)	Structure	Contacts (Tel et E-mail)
1	SANE/CONGO	Aïssata	DGESS	70 29 45 38 saneaissata@yahoo.fr
2	NANEMA	Marcellin	DGESS/DSS	71 50 13 90 nanemamarcellin@yahoo.fr
3	BAYALA/OUEDRAOGO	Téné	DGESS/DSS	70 81 84 63 ouedraogotene@yahoo.fr
4	BAYALA	Bouboualé	DGESS/DSS	70 44 58 08 bayalaboubouale@gmail.com
5	OUEDRAOGO	F. Edouard	DGESS/DSS	78 12 58 40 ouedraogofrank98@yahoo.com
6	OUEDRAOGO	Mahamadi	DGESS/DSS	61 21 21 62 mahamadijb@gmail.com
7	GANSONRE	Ismaël	DGESS/DSS	78 07 44 65 igansonre@gmail.com
8	ZIBA	Arnaud Didier	DGESS/DSS	70 33 30 10 zibarnodier@gmail.com
9	NIKIEMA	Joseph	DGESS/DSS	78 26 02 19 josephnikiema09@gmail.com
10	ZONGO	Alexis	DGESS/CAT	70 01 55 40 alexiszongo@yahoo.fr
11	NESSAO	Oubouan	DGESS/SAD	71 02 39 15 oubouannessao@gmail.com

N°	NOM	Prénom(s)	Structure	Contacts (Tel et E-mail)
12	SANGO/SAWADOGO	Rihanata	DGESS/DPPO	70 67 32 77 sarihanata@gmail.com
13	GUIGMA	Payédé	DGESS/DSEC	76 77 36 70 rguigma1@gmail.com
14	ZAMPALIGRE	Ahmed	DGESS/DCPP	78 29 99 29 ahmedzamp@yahoo.com
15	SANOGO/OUEDRAOGO	Aminata	DGESS/DFP	70 74 90 40 ami.sano@yahoo.fr
16	DIALLO	Assane	DGESS/CCI	70 01 51 82 dialass@gmail.com
17	OUEDRAOGO	Abdoul-Guélilou	DGESS	70 85 89 08 agsoro0@gmail.com
18	SOULAMA	Triakoumbié	DGI/DSF	74 66 78 18 soulamatiak2014@gmail.com
19	SAWADOGO	Pathé	DGCTP/DAMOF	76 94 52 33 pathesawadogo@gmail.com
20	OUEDRAOGO	Ousseni	DGB/DSB	78 85 09 90 ouedraogousseni2020@gmail.com
21	SENI	Yves Innocent	DGTCP/RG	72 78 67 44 yveseni@gmail.com
22	KAMBOU/OUEDRAOGO	K. Sabine	DGCMEF	70 79 49 49 sabrinaok83@yahoo.fr
23	ZALLE	Hamadé	DGTCP/DDP	70 13 19 72 hamade.poko@gmail.com
24	IDANI/KOILAGA	S. S. Cesarine	DGEP	koilaga@yahoo.fr

N°	NOM	Prénom(s)	Structure	Contacts (Tel et E-mail)
25	SOMBOUGMA	Michel	DGD/DC	70 23 46 83 sombougmamichel@gmail.com
26	KONE	Sanata	DGCOOP/DSPF	70 83 85 15 sanatakone07@gmail.com
27	SAKANDÉ	Mahamoudou	SP/CNPE	78 95 53 37 mhsakande@gmail.com
28	KABORE	Roland	DGTCP/DSOFE	70 49 82 42 roland1kabore@gmail.com
29	TRAORE	Yé Ida	DGESS/SFM	72 14 99 15

ANNEXE 4 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ÉTAT DE 2015-2020

TOFE 2015	Prévisions Loi Fin initiale 2015	Prévisions Loi Fin rect 2015	Programme initial 2015	Programme révisé 2015	Total Réalizations
1. Recettes totales et dons	1 426 263 649	1 410 702 080	1 414 500 000	1 368 711 560	1 277 975 142
1.1. Recettes totales	1 145 111 306	1 059 913 632	1 147 900 000	1 057 840 560	1 047 933 652
1.1.1. Recettes courantes*	1 145 111 306	1 059 068 486	1 147 900 000	1 057 840 560	1 047 933 652
1.1.1.1 Recettes fiscales**	1 035 210 376	944 934 955	1 041 310 000	927 401 356	929 278 159
1.1.1.2 Recettes non fiscales	109 900 930	114 133 531	106 590 000	130 439 204	118 655 493
1.1.2. Recettes en capital	0	845 146	0	0	0
1.2. Dons	281 152 343	350 788 448	266 600 000	310 871 000	230 041 490
1.2.1. projets	224 254 527	224 254 527	180 100 000	181 600 000	105 211 381
1.2.2. programmes	56 897 816	126 533 921	86 500 000	129 271 000	124 830 108
2. Dépenses totales et prêts nets	1 676 621 085	1 614 138 872	1 588 223 076	1 526 571 447	1 411 596 113
Dépenses intérieures et prêts nets	1 284 765 871	1 222 283 658	1 284 726 167	1 263 911 447	1 197 235 389
2.1. Dépenses totales	1 679 552 599	1 617 070 386	1 590 523 076	1 529 471 447	1 424 157 337
2.1.1. Dépenses courantes	965 734 294	925 192 145	960 123 076	965 671 447	923 205 710
Salaires	469 214 720	469 531 073	469 214 720	456 700 000	468 529 629
Dépenses de fonctionnement	122 571 447	122 737 558	122 571 447	122 571 447	109 443 139
Intérêts dus	39 776 513	39 776 513	39 136 909	39 700 000	43 752 145
sur dette intérieure	24 039 604	24 039 604	23 400 000	24 000 000	27 877 950
sur dette extérieure	15 736 909	15 736 909	15 736 909	15 700 000	15 874 195
Transferts courants	334 171 614	293 147 002	329 200 000	346 700 000	301 480 797
2.1.2. Dépenses en capital	713 818 305	691 878 241	630 400 000	563 800 000	500 951 627
Investissements sur ressources propres	337 700 000	315 759 936	342 640 000	316 840 000	302 465 098
Transferts en capital et restructurations	7 660 000	7 660 000	7 660 000	7 660 000	46 917 433
Investissements sur ressources extérieures	368 458 305	368 458 305	280 100 000	239 300 000	151 569 096
2.2. Prêts nets	-2 931 514	-2 931 514	-2 300 000	-2 900 000	-12 561 224
3. Solde global (base engagement)	-250 357 436	-203 436 792	-173 723 076	-157 859 887	-133 620 971
5. Solde global base caisse	-250 357 436	-203 436 792	-173 723 076	-217 859 887	-222 835 821
6. Financement	119 989 642	203 436 792	43 955 909	199 000 000	220 862 436
6.1. Financement extérieur	148 307 287	173 307 287	74 255 909	85 800 000	89 200 831
Erreurs et omissions(=surfinancement)					1 973 385
Gap de financement	130 367 794	0	129 767 167	18 859 887	0

TOFE 2016	Prévisions	Prévisions	Prévisions	Programme initial	Programme révisé Total	
	Loi Fin initiale 2016	Loi Fin rect 2016	Loi Fin rect N°2 2016		2016	Réalisations
1. Recettes totales et dons	1 390 355 309	1 467 673 008	1 570 175 716	1 479 574 371	1 536 900 000	1 412 547 904
1.1. Recettes totales	1 179 968 489	1 253 901 489	1 283 901 489	1 179 902 852	1 270 500 000	1 230 509 820
1.1.1. Recettes courantes*	1 179 968 489	1 253 901 489	1 283 901 489	1 179 902 852	1 270 500 000	1 230 479 647
1.1.1.1 Recettes fiscales**	1 067 616 942	1 122 291 279	1 127 291 279	1 066 402 852	1 121 599 966	1 075 393 675
1.1.1.2 Recettes non fiscales	112 351 547	131 610 210	156 610 210	113 500 000	148 900 034	155 085 972
1.1.2. Recettes en capital	0	0	0	0	0	30 173
1.2. Dons	210 386 820	213 771 519	286 274 227	299 671 519	266 400 000	182 038 084
1.2.1. projets	210 386 820	213 771 519	213 771 519	213 771 519	200 200 000	100 840 000
1.2.2. programmes	0	0	72 502 708	85 900 000	66 200 000	81 198 084
2. Dépenses totales et prêts nets	1 695 419 538	1 765 741 064	1 796 632 053	1 689 610 042	1 756 400 000	1 665 035 909
2.1. Dépenses totales	1 698 351 049	1 768 672 575	1 799 563 564	1 692 571 519	1 759 300 000	1 673 699 199
2.1.1. Dépenses courantes	943 969 299	1 049 809 348	1 070 590 337	988 100 000	1 049 500 000	1 118 749 159
Salaires	487 616 770	507 985 627	519 074 616	487 600 000	518 900 000	554 474 409
Dépenses de fonctionnement	139 103 239	139 903 328	140 307 858	139 100 000	139 900 000	127 983 524
Intérêts dus	49 512 166	49 512 166	49 512 166	49 000 000	50 500 000	65 347 060
sur dette intérieure	27 806 166	27 806 166	27 806 166	27 700 000	28 800 000	48 535 087
sur dette extérieure	21 706 000	21 706 000	21 706 000	21 300 000	21 700 000	16 811 973
Transferts courants	267 737 124	352 408 227	361 695 697	312 400 000	340 200 000	370 944 166
2.1.2. Dépenses en capital	754 381 750	718 863 227	728 973 227	704 471 519	709 800 000	554 950 040
Investissements sur ressources propres	325 339 030	356 284 709	366 394 709	390 700 000	413 700 000	338 551 605
Transferts en capital et restructuration	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	6 988 436
Investissements sur ressources extérieures	421 542 720	355 078 518	355 078 518	306 271 519	288 600 000	209 410 000
2.2. Prêts nets	-2 931 511	-2 931 511	-2 931 511	-2 961 477	-2 900 000	-8 663 291
3. Solde global (base engagement)	-305 064 229	-298 068 056	-226 456 337	-210 035 671	-219 500 000	-252 488 005
5. Solde global base caisse	-305 064 229	-298 068 056	-226 456 337	-210 035 671	-219 500 000	-165 396 323
6. Financement	65 506 770	-4 342 131	226 456 337	191 300 000	200 800 000	164 282 952
6.1. Financement extérieur	172 463 900	102 614 999	168 413 467	121 700 000	99 300 000	132 485 745
6.2. Financement intérieur	-106 957 130	-106 957 130	58 042 870	69 600 000	101 500 000	31 797 208
Gap de financement	239 557 459	302 410 187	0	18 735 671	18 700 000	0

TOFE 2017	Prévisions Loi Fin initiale 2017	Prévisions Loi Fin rect 2017	Prévisions Loi Fin rect N°2	Programme initial 2017	Programme révisé 2017	Total Réalizations
1. Recettes totales et dons	2 032 550 351	2 032 550 351	1 795 376 655	1 745 795 336	1 750 700 000	1 583 574 831
1.1. Recettes totales	1 434 513 687	1 434 513 687	1 441 013 687	1 438 295 336	1 411 000 000	1 389 271 375
1.1.1. Recettes courantes*	1 434 513 687	1 434 513 687	1 441 013 687	1 438 295 336	1 411 000 000	1 389 271 375
1.1.1.1. Recettes fiscales**	1 315 495 336	1 315 495 336	1 315 495 336	1 315 495 336	1 276 000 000	1 238 241 608
1.1.1.2. Recettes non fiscales	119 018 351	119 018 351	125 518 351	122 800 000	135 000 000	151 029 767
1.1.2. Recettes en capital	0	0	0	0	0	0
1.2. Dons	598 036 664	598 036 664	354 362 968	307 500 000	339 700 000	194 303 456
1.2.1. projets	261 436 664	261 436 664	261 436 664	229 600 000	261 400 000	119 946 981
1.2.2. programmes	336 600 000	336 600 000	92 926 304	77 900 000	78 300 000	74 356 475
2. Dépenses totales et prêts nets	2 451 441 801	2 451 441 801	2 293 540 249	2 015 033 528	2 020 548 687	2 146 470 212
2.1. Dépenses totales	2 455 193 114	2 455 193 114	2 297 291 562	2 018 784 841	2 024 300 000	2 149 995 443
2.1.1. Dépenses courantes	1 147 976 532	1 170 180 766	1 206 263 797	1 117 884 841	1 180 200 000	1 318 660 944
Salaires	550 784 841	552 175 057	573 049 200	550 784 841	623 000 000	617 950 719
Dépenses de fonctionnement	145 300 000	144 885 869	153 521 763	145 300 000	145 300 000	174 079 073
Intérêts dus	68 191 691	68 191 691	68 191 691	67 600 000	68 200 000	69 515 114
sur dette intérieure	45 235 360	45 235 360	45 235 360	47 700 000	45 200 000	49 351 287
sur dette extérieure	22 956 331	22 956 331	22 956 331	19 900 000	23 000 000	20 163 827
Transferts courants	383 700 000	404 928 149	411 501 143	354 200 000	343 700 000	457 116 038
2.1.2. Dépenses en capital	1 307 216 582	1 285 012 348	1 091 027 765	900 900 000	844 100 000	831 334 500
Investissements sur ressources pré	903 963 250	881 759 016	682 781 883	544 900 000	440 900 000	570 378 928
dont chèques du trésor	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Transferts en capital et restructurat	15 200 000	15 200 000	20 192 550	15 200 000	15 200 000	16 519 421
Investissements sur ressources ext	388 053 332	388 053 332	388 053 332	340 800 000	388 000 000	244 436 151
2.2. Prêts nets	-3 751 313	-3 751 313	-3 751 313	-3 751 313	-3 751 313	-3 525 231
Rembours. prêts (hors	-3 751 313	-3 751 313	-3 751 313	-3 751 313	-3 751 313	-8 421 222
Avances et rétrocession						4 895 990
3. Solde global (base engagement)	-418 891 450	-418 891 450	-498 163 594	-269 238 192	-269 848 687	-562 895 381
5. Solde global base caisse	-418 891 450	-418 891 450	-498 163 594	-269 238 192	-269 848 687	-488 132 712
Solde global base caisse hors dons	-1 016 928 114	-1 016 928 114	-852 526 562	-576 738 192	-609 548 687	-682 436 168
6. Financement	17 600 609	339 127 439	295 737 439	269 300 000	244 500 000	482 566 071
6.1. Financement extérieur	134 607 157	134 607 157	116 417 157	100 800 000	127 000 000	74 281 772
6.2. Financement intérieur	-117 006 548	204 520 282	179 320 282	168 500 000	117 500 000	408 284 299
Gap de financement	²	79 764 011	202 426 155	-61 808	25 348 687	0

TOFE 2018	Prévisions Loi Fin initiale	Prévisions Loi Fin rectific	Programme initial		Programme révisé		Total
	2018	2018	2018	2018	2018	2018	Réalisations
1. Recettes totales et dons	2 015 154 960	1 765 965 201	1 822 000 000	1 795 000 000	1 745 952 159		
<i>1.1. Recettes totales</i>	<i>1 757 779 661</i>	<i>1 473 694 164</i>	<i>1 553 000 000</i>	<i>1 473 000 000</i>	<i>1 530 861 123</i>		
1.1.1. Recettes courantes*	1 757 779 661	1 473 694 164	1 553 000 000	1 473 000 000	1 530 861 123		
1.1.1.1 Recettes fiscales**	1 600 968 804	1 313 894 115	1 404 000 000	1 314 000 000	1 354 265 055		
1.1.1.2 Recettes non fiscales	156 810 857	159 800 049	149 000 000	159 000 000	176 596 068		
1.1.2. Recettes en capital	0	0	0	0	0		
<i>1.2. Dons</i>	<i>257 375 299</i>	<i>292 271 037</i>	<i>269 000 000</i>	<i>322 000 000</i>	<i>215 091 037</i>		
1.2.1. projets	174 217 145	174 217 145	172 000 000	174 000 000	122 390 136		
1.2.2. programmes	83 158 154	118 053 892	97 000 000	148 000 000	92 700 901		
2. Dépenses totales et prêts nets	2 438 317 986	2 188 933 121	2 218 000 000	2 167 000 000	2 127 606 204		
<i>2.1. Dépenses totales</i>	<i>2 441 317 986</i>	<i>2 191 933 121</i>	<i>2 221 000 000</i>	<i>2 170 000 000</i>	<i>2 137 704 981</i>		
2.1.1. Dépenses courantes	1 332 500 841	1 365 879 699	1 373 000 000	1 366 000 000	1 383 364 096		
Salaires	630 730 841	700 000 000	669 000 000	700 000 000	705 106 882		
Dépenses de fonctionnement	151 800 000	151 630 497	167 000 000	152 000 000	196 224 589		
Intérêts dus	100 210 000	100 210 000	101 000 000	100 000 000	97 240 452		
sur dette intérieure	75 367 806	75 367 806	67 000 000	75 157 806	74 138 344		
sur dette extérieure	24 842 194	24 842 194	34 000 000	24 842 194	23 102 109		
Transferts courants	449 760 000	414 039 202	436 000 000	414 000 000	384 792 173		
2.1.2. Dépenses en capital	1 108 817 145	826 053 422	848 000 000	804 000 000	754 340 885		
Investissements sur ressources propres	787 656 250	491 892 527	529 500 000	469 500 000	446 951 070		
dont chèques du trésor	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000		
Transferts en capital et restructurations	12 500 000	25 500 000	12 500 000	25 500 000	82 230 896		
Investissements sur ressources extérieures	308 660 895	308 660 895	306 000 000	309 000 000	225 158 919		
2.2. Prêts nets	-3 000 000	-3 000 000	-3 000 000	-3 000 000	-10 098 777		
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-3 000 000	-3 000 000	-3 000 000	-3 000 000	-9 796 716		
Avances et rétrocession emprunt d'Etat					-302 061		
3. Solde global (base engagement)	-423 163 026	-422 967 920	-396 000 000	-372 000 000	-381 654 045		
5. Solde global base caisse	-423 163 026	-422 967 920	-396 000 000	-372 000 000	-478 301 817		
<i>Solde global base caisse hors dons</i>	<i>-680 538 325</i>	<i>-715 238 957</i>	<i>-665 000 000</i>	<i>-694 000 000</i>	<i>-693 392 853</i>		
6. Financement	-179 915 882	-152 957 962	394 746 124	371 000 000	470 480 180		
<i>6.1. Financement extérieur</i>	<i>108 204 874</i>	<i>108 204 874</i>	<i>132 746 124</i>	<i>121 000 000</i>	<i>75 891 089</i>		
<i>6.2. Financement intérieur</i>	<i>-288 120 756</i>	<i>-261 162 836</i>	<i>262 000 000</i>	<i>250 000 000</i>	<i>394 589 091</i>		
Gap de financement	603 078 908	575 925 882	1 253 876	1 000 000	0		

TOFE 2019	Prévisions	Prévisions	2ème revue	3ème revue	Total
	LFI 2019	LFR 2019	Programme FMI	Programme FMI	Réalisations
1. Recettes totales et dons	1 945,41	2 098,79	2 068,56	2 053,44	1 881,97
1.1. Recettes totales	1 687,85	1 828,35	1 811,00	1 783,00	1 747,70
1.1.1. Recettes courantes*	1 687,85	1 828,35	1 811,00	1 783,00	1 747,70
1.1.1.1. Recettes fiscales**	1 506,89	1 526,00	1 511,00	1 481,00	1 424,86
1.1.1.2. Recettes non fiscales	180,95	302,35	300,00	302,00	322,83
1.1.2. Recettes en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2. Dons	257,56	270,44	257,56	270,44	134,27
1.2.1. projets	164,29	171,26	164,29	171,26	45,89
1.2.2. programmes	93,28	99,18	93,28	99,18	88,38
2. Dépenses totales et prêts nets	2 204,14	2 357,51	2 326,29	2 311,11	2 177,42
2.1. Dépenses totales	2 213,29	2 366,67	2 326,29	2 320,26	2 201,27
2.1.1. Dépenses courantes	1 555,18	1 613,45	1 607,00	1 630,00	1 644,48
Salaires	835,90	845,90	836,00	846,00	844,43
Dépenses de fonctionnement	154,71	187,26	193,00	187,00	198,43
Intérêts dus	100,00	100,00	113,00	117,00	117,07
sur dette intérieure	79,17	79,17	94,00	73,00	95,56
sur dette extérieure	20,83	20,83	19,00	44,00	21,51
Transferts courants	464,57	480,28	465,00	480,00	484,56
2.1.2. Dépenses en capital	658,11	753,22	719,29	690,26	556,79
Investissements sur ressources propres	358,07	446,20	418,94	382,94	418,99
dont chèques du trésor	25,00	25,00	0,00	0,00	25,00
Transferts en capital et restructurations	5,06	5,06	5,06	5,06	1,31
Investissements sur ressources extérieures	294,99	301,96	295,29	302,26	136,50
2.2. Prêts nets	-9,15	-9,15	0,00	-9,15	-23,85
Rembours, prêts (hors emprunt d'Etat)	-9,15	-9,15	0,00	-9,15	-8,77
Avances et rétrocession emprunt d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	-15,08
3. Solde global (base engagement)	-258,73	-258,73	-257,72	-257,66	-295,45
5. Solde global base caisse	-258,73	-258,73	-257,72	-257,66	-298,04
<i>Solde global base caisse hors dons</i>	-516,29	-529,17	-515,29	-528,11	-432,32
6. Financement	-307,58	113,56	257,72	257,66	294,09
6.1. Financement extérieur	85,02	85,02	79,00	91,00	97,15
6.2. Financement intérieur	-392,60	28,53	178,72	166,66	196,93
Gap de financement	566,30	145,17	0,00	0,00	3,96

TOFE 2020	Prévisions	Prévisions	3ème Revue	4è & 5è Revues	Total
	LFI 2020	LFR 2020	Programme FMI	Progr FMI (sept. 20)	Réalisations
1. Recettes totales et dons	2 223 736 927	2 062 568 297	2 217 000 000	2 061 000 000	1 975 339 700
1.1. Recettes totales	1 885 200 265	1 662 700 264	1 888 000 000	1 648 000 000	1 659 380 864
1.1.1. Recettes courantes	1 885 200 265	1 662 700 264	1 888 000 000	1 648 000 000	1 659 076 162
1.1.1.1 Recettes fiscales*	1 654 215 000	1 439 614 302	1 651 000 000	1 411 000 000	1 377 023 823
1.1.1.2 Recettes non fiscales	230 985 264	223 085 962	237 000 000	237 000 000	282 052 338
1.1.2. Recettes en capital	0	0	0	0	304 702
1.2. Dons	338 536 662	399 868 033	329 000 000	413 000 000	315 958 836
1.2.1. projets	262 016 662	223 183 738	253 000 000	209 000 000	156 280 547
1.2.2. programmes	76 520 000	176 684 295	76 000 000	204 000 000	159 678 288
2. Dépenses totales et prêts nets	2 139 953 926	2 523 834 554	2 495 000 000	2 543 000 000	2 500 841 516
2.1. Dépenses totales	2 149 533 662	2 533 414 290	2 495 000 000	2 553 000 000	2 505 193 267
2.1.1. Dépenses courantes	1 252 373 000	1 649 435 393	1 672 000 000	1 669 000 000	1 724 038 425
Salaires	878 000 000	878 000 000	898 000 000	898 000 000	898 000 000
Dépenses de fonctionnement	198 993 000	186 464 612	197 000 000	186 000 000	175 753 404
Intérêts dus	123 380 000	114 046 620	127 000 000	114 000 000	140 576 736
sur dette intérieure	92 042 702	92 709 322	98 000 000	93 000 000	117 030 874
sur dette extérieure	31 337 298	21 337 298	29 000 000	21 000 000	23 545 862
Transferts courants	52 000 000	470 924 161	450 000 000	471 000 000	509 700 285
2.1.2. Dépenses en capital	897 160 662	883 978 897	823 000 000	884 000 000	781 154 842
Investissements sur ressources propres	500 654 000	466 683 825	436 000 000	467 000 000	434 069 644
dont chèques du trésor	21 000 000	21 000 000	21 000 000	21 000 000	21 007 718
Transferts en capital et restructurations	10 000 000	65 000 000	10 000 000	65 000 000	61 693 317
Investissements sur ressources extérieures	386 506 662	352 295 072	377 000 000	352 000 000	285 391 881
2.2. Prêts nets	-9 579 736	-9 579 736	0	-10 000 000	-4 351 751
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-9 579 736	-9 579 736	0	-10 000 000	-9 470 638
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)					5 118 887
3. Solde global (base engagement)	83 783 000	-461 266 257	-278 000 000	-482 000 000	-525 501 816
4. Ajustement caisse	0	0	0	0	-7 276 257
4.1. Variation des instances de paiements	0	0	0	0	-45 986 929
Sur dépenses intérieures	0	0	0	0	-45 986 929
Sur dépenses extérieures	0	0	0	0	0
4.2. Dépenses engagées non mandatées	0	0	0	0	-5 044 476
4.3. Dépenses exercice antérieure	0	0	0	0	0
4.4. Variation comptes correspondants du Trésor (hs Bq et IF)	0	0	0	0	43 755 148
4.5. Variation compte FSDEB	0	0	0	0	0
5. Solde global base caisse	83 783 000	-461 266 257	-278 000 000	-482 000 000	-532 778 074
Solde global base caisse hors dons	-254 753 662	-861 134 290	-607 000 000	-895 000 000	-848 736 909
6. Financement	229 466 549	458 575 954	278 000 000	482 000 000	531 712 952
6.1. Financement extérieur	88 515 072	159 320 805	77 000 000	187 000 000	152 406 973
6.2. Financement intérieur	140 951 477	299 255 149	201 000 000	295 000 000	379 305 980
Gap de financement	-313 249 549	2 690 303	0	0	1 065 121

ANNEXE 5 : SITUATION DES EMISSIONS DES BONS DU TRESOR 2020 EN MILLIONS DE FCFA

N°	Date d'émission	Maturité	Montant mis en adjudication (A)	Montant total des soumissions (B)	Montant retenu ('C')	Taux moyen pondéré (TMP)	Rendement moyen pondéré (RMP)	Taux marginal	Taux de souscription (B/A)	Taux de couverture (C/A)
1	08/01/2020	12 mois	25 000	79 994	27 500	4,8676%	5,1200%	5,0000%	319,9760%	110,00%
2	26/02/2020	06 mois	30 000	85 743	33 000	4,7846%	4,9000%	4,9899%	285,8100%	110,00%
3	25/03/2020	12 mois	25 000	41 575	27 500	5,3673%	5,6800%	5,4997%	166,3000%	110,00%
4	08/04/2020	03 mois	15 000	25 380	4 680	3,9658%	4,0100%	4,5000%	169,2000%	31,20%
5	16/04/2020	12 mois	20 000	62 212	4 260	4,9929%	5,2600%	5,0000%	311,0600%	21,30%
6	30/04/2020	03 mois	76 000	395 183	80 000	3,2654%	3,2900%	3,3499%	519,9776%	105,26%
7	20/05/2020	12 mois	20 000	58 212	12 253	4,3891%	4,5900%	4,6395%	291,0600%	61,27%
8	03/06/2020	12 mois	25 000	89 282	27 500	4,5031%	4,7200%	4,6555%	357,1280%	110,00%
9	17/06/2020	06 mois	25 000	51 657	27 500	4,9648%	5,0900%	5,1900%	206,6280%	110,00%
10	15/07/2020	12 mois	25 000	48 370	27 500	5,0897%	5,3700%	5,2970%	193,4800%	110,00%
11	29/07/2020	03 mois	50 000	219 500	50 000	2,2501%	2,2600%	2,3300%	439,0000%	100,00%
12	19/08/2020	12 mois	25 000	76 814	27 500	4,8360%	5,0800%	5,0074%	307,2560%	110,00%
13	16/09/2020	12 mois	25 000	82 181	27 500	4,6242%	4,8500%	4,7499%	328,7240%	110,00%
14	07/10/2020	12 mois	25 000	97 609	27 500	4,4700%	4,6800%	4,5000%	390,4360%	110,00%
15	02/12/2020	12 mois	30 000	98 509	33 000	4,2981%	4,4900%	4,3300%	328,3633%	110,00%
Total			441 000	1 512 221	437 193				342,91%	99,14%

ANNEXE 6 : SITUATION DES EMISSIONS DES OBLIGATIONS DU TRESOR EN 2020 EN MILLIONS DE FCFA

N°	Date d'émission	Maturité	Montant mis en adjudication (A)	Montant total des soumissions (B)	Montant retenu ('C')	taux d'intérêt /coupon	Prix marginal	Prix moyen pondéré	Taux de rendement	Taux de souscription (B/A)	Taux de couverture (C/A)
1	22/01/2020	3 ans	20 000	110 170	22 000	6,15%	10 045,9900	10 075,6800	5,87%	550,85%	110,00%
2	12/02/2020	3 ans	20 000	96 746	22 000	6,15%	10 005,2700	10 039,1800	6,00%	483,73%	110,00%
3	04/03/2020	8 ans	80 000	140 000	140 000	6,50%	10 000,0000	10 000,0000	6,50%	175,00%	175,00%
4	08/04/2020	5 ans	15 000	77 455	28 320	6,25%	9 701,0000	9 859,3300	6,59%	516,36%	188,80%
5	16/04/2020	5 ans	15 000	80 247	34 240	6,25%	9 825,0000	9 886,4400	6,52%	534,98%	228,27%
6	20/05/2020	3 ans	15 000	88 390	26 247	6,15%	9 925,0000	9 976,5000	6,24%	589,27%	174,98%
7	29/06/2020	3 ans	15 000	34 098	12 539	6,15%	9 905,0000	9 975,0600	5,38%	227,32%	110,00%
8		5 ans	20 000	26 682	25 961	6,25%	9 805,0000	9 845,1500	6,28%	133,41%	
9	06/07/2020	3 ans	25 000	35 651	25 000	6,15%	9 826,0000	9 866,7700	6,65%	142,60%	100,00%
10	10/07/2020	8 ans	130 000	132 562	132 562	6,50%	10 000,0000	10 000,0000	6,50%	101,97%	101,97%
11	11/08/2020	3 ans	25 000	59 090	27 500	6,15%	9 827,0000	9 872,6400	6,63%	236,36%	110,00%
12	01/09/2020	3 ans	20 000	88 366	22 000	6,15%	9 975,0000	9 986,5700	6,20%	441,83%	110,00%
13	21/10/2020	7 ans	20 000	77 548	22 000	6,40%	9 975,2000	9 993,6500	6,41%	387,74%	110,00%
14	04/11/2020	7 ans	40 000	73 904	40 404	6,40%	9 905,0000	9 922,2600	6,41%	184,76%	101,01%
15	18/11/2020	3 ans	25 000	60 241	27 950	6,15%	10 005,0000	10 010,4800	6,11%	184,76%	110,00%
16	18/11/2020	5 ans	25 000	76 130	27 050	6,25%	9 995,5000	9 998,4300	6,25%	184,76%	
Total			510 000	1 257 280	635 773					246,53%	124,66%

